

Algérie: une élection, et après...

LES ALGÉRIENS VOTENT AUJOURD'HUI. ENTRE ESPOIRS DE CHANGEMENT ET FATALISME ENVERS LE RÉGIME BOUTEFLIKA. NOTRE REPORTAGE. PP. 18 ET 3



JEUDI 17 AVRIL 2014 | N° 21403 | 1.50 € **humanite.fr**

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

L'Humanité

Valls: un gouvernement de combat... contre la justice sociale

Passage en force. Une semaine après son investiture et trois jours après sa visite d'allégeance à Berlin, le premier ministre a tenu à présenter au plus vite son « plan d'économies ». 18 milliards en moins pour l'État, 21 milliards de coupes dans les budgets sociaux et de la Sécu, 11 autres milliards prélevés dans les budgets locaux : l'hôte de Matignon a eu beau décliner sur tous les modes le verbe « préserver », son plan va frapper : les 15 millions de retraités dont les pensions baisseront de fait jusqu'en octobre 2015 ; les fonctionnaires dont les bas salaires seront eux aussi « gelés » ; les chômeurs, avec l'objectif assigné à l'Unedific d'un « retour à l'équilibre » financier sur leur dos... Empruntant à la droite la plus libérale le cliché de la France qui ne peut plus vivre « au-dessus de (ses) moyens », Manuel Valls a pilonné les piliers du modèle démocratique et social français.

**LE PREMIER
MINISTRE A
PRÉSENTÉ HIER
LE DÉTAIL DES
50 MILLIARDS
«D'ÉCONOMIES»**

L'obsession de faire rentrer à toute force le pays dans les « clous » du dogme libéral des « 3 % » de déficit conduit le pouvoir à une contradiction. Un mois avant les élections européennes, il sera difficile de convaincre les Français que les seuls fauteurs de supraaustérité ne sont qu'à Bruxelles. Il convient donc pour le gouvernement de disputer à la droite l'administration de la potion amère en rendant aussi irrémédiables que fatales des mesures qu'un Fillon ou un Sarkozy n'auraient pas reniées.

La démocratie en sort abîmée, le premier ministre Manuel Valls passe par-dessus le peuple, qui ne sera pas plus consulté sur la fin des départements ou la fusion des régions que les syndicats sur les mesures concernant les retraites complémentaires. De la CFDT à FO, du PCF et du PG, jusque dans les rangs du PS, nombreuses sont les réactions dénonçant la portée ravageuse et inique de ces projets.

Live page 4

Nuage de soupçons sur l'incinérateur

STRASBOURG Les salariées de Senerval sont en grève. Ils dénoncent la pollution dans et autour du site. **P. 12**

« La littérature sert à briser le silence »

LIVRES Entretien avec la romancière syrienne Rosa Yassin Hassan, figure féministe de l'opposition laïque. **P. 21**

Insécurité sociale et dépolitisation : le cocktail explosif

MARSEILLE Après les municipales, retour dans les quartiers nord. P. 26

DÉBATS & CONTROVERSES P. 14

Comment l'exécutif organise la faillite du système de santé

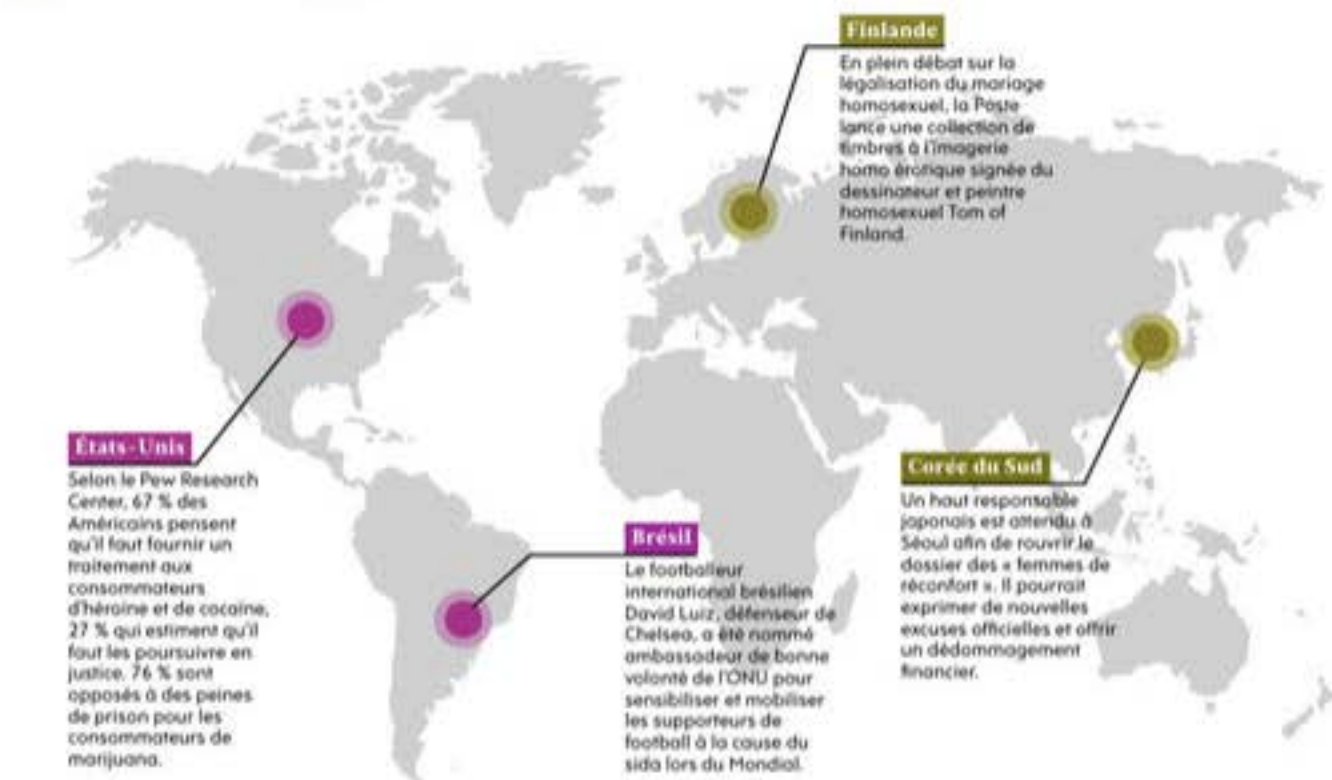
Géographie de l'humanité



« Les progrès de l'humanité se mesurent aux concessions que la folie des sages fait à la sagesse des fous. » Jean Jaurès, discours à l'assemblée nationale, 1908.

NOS POINTS CHAUDS

DROITS DE L'HOMME **SCIENCES**



IRAK Abou Ghraïb fermée définitivement ?

La prison d'Abou Ghraïb, tristement célèbre pour les tortures qu'y infligèrent l'armée de Saddam Hussein puis les soldats américains, a été fermée, annonçait mardi le ministère de la Justice irakien. Ses 2 400 détenus, arrêtés ou condamnés pour terrorisme, ont été transférés. Question de « sécurité », argue le ministre de la Justice, Hassan Al Chammar: en juillet 2013, des centaines de détenus s'étaient échappés après l'assaut revendiqué par l'État islamique d'Irak et du Levant (EIL).

VENEZUELA Difficile dialogue avec l'opposition

Gouvernement vénézuélien et opposition ont repris les négociations, mardi soir, malgré les faibles chances d'aboutir à une solution. Certes, les discussions se tiennent à huis clos en présence d'émisaires brésilien, colombien, équatorien et du nonce, en tant que « témoins de bonne foi » réclamés par le gouvernement, mais la droite a créé les conditions de l'impasse: elle réclame toujours l'amnistie des opposants arrêtés durant les violentes manifestations (41 morts et 600 blessés en deux mois) de déstabilisation du pouvoir.

CHINE L'État repeint l'industrie en vert

La Chine prête à « faire passer l'environnement avant le développement économique » ? C'est ce qu'affirme Gao Mingde, professeur de droit qui a participé à la rédaction d'une nouvelle législation renforçant les moyens de sanction (fermeture, voire confiscation) contre les industries polluantes et leurs dirigeants. Mettant fin au système « d'amende maximale », inférieure au coût d'une mise aux normes, qui permettait aux entreprises d'acheter un permis de polluer, l'État reconnaît aussi le droit aux ONG d'attaquer en justice.

BONNE NOUVELLE **MAUVAISE NOUVELLE**

L'EFFONDREMENT QUI A FAIT 1 200 MORTS, L'AN DERNIER, PARMI DES OUVRIERS DU TEXTILE AU BANGLADESH, POURRAIT AMENER LA FRANCE À LÉGIFÉRER POUR RESPONSABILISER LES ENTREPRISES PAR RAPPORT À LEURS SOUS-TRAITANTS...

MALHEUREUSEMENT, L'AUDITION D'UNE DES VICTIMES DU RANA PLAZA, LE 8 AVRIL À L'ASSEMBLÉE NATIONALE, N'A ATTIRÉ QUE TROIS ÉLUS. LES DÉPUTÉS À L'ORIGINE DE LA PROPOSITION DE LOI, QUI DU COUP SONT PESSIMISTES.

L'actualité sur **humanite.fr**

UNIVERSITÉ EN COLÈRE Entretien avec Pierre-Yves



Baudot, maître de conférences en sciences politiques à l'université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines. L'un des premiers signataires de la pétition des enseignants-chercheurs, « Le changement à l'université et dans la recherche, c'est maintenant ? »

www.humanite.fr/node/520179

ENTENDEZ LES ROMS

Au micro de L'Humanité.fr, Saimir Mile, le président de La voix des Roms, revient sur la publication d'une note interne de la police parisienne donnant pour consigne « d'évincer systématiquement les familles roms vivant dans la rue ».

www.humanite.fr/node/519848

FINLES GHETTOS DE RICHES

Lire la version intégrale de notre entretien avec Ian Brossat (PCF), nouvel adjoint au maire de Paris en charge du logement.

www.humanite.fr/node/519862

LE FIL ROUGE

filrouge@humanite.fr

Dijon (21). L'Amicale des vétérans du PCF commémore le 70^e anniversaire du programme du Conseil national de la Résistance, vendredi 18 avril, au siège de la fédération du PCF (3, rue de l'Abbé-Chanlon), à Dijon, à partir de 16 h 30. À la projection du film de Gilles Perret *Les Jours heureux* succéderont à 18 heures une conférence de Jean Vigreux, professeur à l'université de Bourgogne, et un débat autour des thèmes de l'élaboration du programme du CNR, sa mise en œuvre à la Libération, son actualité, les attaques qu'il subit, etc.

Orléans (45). La Société des Amis de l'Humanité du Loiret organise, à l'occasion de l'anniversaire des 110 ans du quotidien, une exposition historique autour du journal de Jaurès, vendredi 18 avril à partir de 17 h 30, à la galerie de la Maison des associations (rue Sainte-Catherine).

Aix-en-Provence (13). Gérard Perrier présentera son livre *Vitrolles, un laboratoire de l'extrême droite et de la crise de la gauche (1983-2002)*, vendredi 18 avril, à 18 heures, à la librairie Goulard (cours Mirabeau). L'histoire d'une « catastrophe annoncée ».



Attac France@Attac_fr

Ce jeudi, c'est la journée internationale des luttes #paysannes @via_campesinaSP

Temps forts

Les encouragements ne lui ont pas manqué. À droite. Parce que la gauche, c'est son « boulet », comme l'écrit l'Express de cette semaine. Et pas seulement la gauche de la gauche, dont le Point, la semaine passée, stigmatisait les « déistes », mais la gauche socialiste « stupide », selon le même hebdo, avec ses « jobardises économiques ». Depuis l'arrivée du premier ministre à Matignon, tout ce monde-là attendait qu'il franchisse le Rubicon. C'est fait.

Il faut toute la mauvaise foi du charbonnier de Bruno Le Roux, le chef de file des députés socialistes, dont certains se sont cependant dits « atterrés », pour voir dans ce plan d'austérité sans précédent une répartition équitable des efforts demandés aux Français. La réalité est tout autre, et c'est Denis Kessler (tiens le revoilà), l'ancien numéro deux du Medef et théoricien de la rupture avec le modèle social français, qui le



ÉDITORIAL
Par Maurice Ulrich

Manuel Valls et le boulet

dit dans un entretien à l'Express (encore!) : que l'État reconnaisse enfin que la fiscalité sur les entreprises doit être réformée, tant mieux, « qu'il reconnaisse que ceci doit être géré par la baisse des dépenses publiques, parfait ». On ne peut le dire plus clairement. Ce qui a été annoncé hier par le premier ministre, c'est un processus de privatisation massive de la

richesse publique. C'est faire mine de confondre la croissance financière et le capital avec la croissance réelle et le progrès social. On peut rapprocher le chiffre annoncé de cet autre chiffre : l'an passé, les entreprises françaises, troisièmes dans le monde, ont versé 50 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires. C'est cela, Bruno Le Roux, qui est équitable, ou c'est « être dur avec les faibles et faible avec les durs » comme le dit la CGT?

Ces annonces ont été faites le jour même où l'on apprenait que, contrairement à ce qui avait été dit, ni le président, ni son premier ministre, ni MM. Sapin et Montebourg n'avaient évoqué auprès de Bruxelles le plus petit assouplissement de l'objectif des 3 % des déficits que ce soit. Ils n'en avaient pas l'intention car leur cap, c'est celui-là, celui de l'austérité et de l'Europe des marchés. C'est cela, le boulet.

« **M**oi, je vote seulement pour que l'on ne me reproche pas de négliger mon devoir de citoyen. Le résultat va encore être le même, tout le monde le sait. Que ce soit Bouteflika ou un autre, c'est pareil, ce ne sont que des marionnettes. Ceux qui gouvernent, ce sont les généraux. La France aussi a beaucoup de pouvoir. C'est le même cas pour l'Égypte, dominée par les militaires et influencée par les États-Unis », affirme cet électeur, la quarantaine, résidant habituellement en Algérie. Son index est taché d'encre rouge – les électeurs tamponnent leur doigt comme un justificatif de vote. L'ambiance est calme, la fréquentation est faible dans ce petit bureau de vote du 16^e loin des tensions de la campagne en Algérie. Dans un fourgon de police garé en face du consulat, deux agents ont pris place : l'un mange son petit déjeuner, l'autre planote sur son Smartphone.

Il se dégage une impression de résignation. Beaucoup d'électeurs semblent désabusés face à la situation alarmante de la scène politique algérienne. Découragement et lassitude sont désormais devenus la norme, on a l'impression qu'il ne peut pas en être autrement, que le scrutin est déjà gagné d'avance.

« C'est maktoub (c'est écrit) », affirme une jeune fille qui a toujours vécu à Paris. Elle sait de très loin la politique de l'Algérie, où vivent ses cousins. « J'essaye de disperser les voix en appelant à voter pour d'autres personnes, mais cela ne sert à rien. Certes, Bouteflika, au cours de ses précédents mandats, a été un bon président car il a apporté la stabilité au pays, mais ce n'est plus le cas maintenant. Il veut mourir en restant au pouvoir, qu'il délèguera par la suite à son premier ministre, qui, lui, est très dynamique », rajoute-t-elle par la suite.

« Moi, je ne vote pas, cela ne m'intéresse plus. Et pourtant j'ai fait des études de sciences politiques. Ce qu'ils font en Algérie n'a pas de sens. Je ne me sens même plus concerné. Le système politique algérien est inébranlable, il n'y a pas d'opposition, ce n'est même plus de la politique », confie un jeune homme de vingt-cinq ans qui est venu au consulat pour régler des questions administratives.

« Benflis est perçu comme un changement »

Une femme élégante et d'aspect distingué ne cache pas son engagement pour le président sortant. « Bouteflika est la seule solution, assène-t-elle. J'ai voté pour lui et plus particulièrement pour son système. Qu'il cesse ou pas de vivre, le système reste le même, il y aura donc continuité. Quant à l'opposition, Ali Benflis (ex-premier ministre) (1) a certes une volonté de renouveau, mais l'Algérie n'est pas prête

Au bureau de vote du consulat général d'Algérie à Paris, rencontre avec des Algériens partagés entre indifférence et fatalisme politique.



PARIS, LE 12 AVRIL. PEU DE MONDE POUR ÉLIRE LE PROCHAIN PRÉSIDENT ALGÉRIEN. PHOTO FRED DUFOUR/AFP

pour cela. On nous parle de printemps arabe, mais notre soulèvement a déjà eu lieu en 1988, et vous avez vu ce que ça a donné dans les années 1990. Il faut des réformes, qui viendront sûrement de l'intérieur, et non pas des révolutions. Bouteflika connaît bien l'Algérie, il reste ce qu'il y a de mieux pour notre pays. »

Deux jeunes femmes se confient en sortant du bureau de vote. « Benflis est perçu comme un changement pour l'Algérie. Il a certainement

des chances de remporter les élections, il faudra attendre les résultats. On nous a demandé de venir, alors nous sommes venues remplir notre devoir de citoyennes, tout simplement. »

Amine est venu poursuivre ses études à Nice. Il souhaite enseigner le français aux étrangers. Pour lui, le doute n'est pas permis : Abdelaziz Bouteflika va gagner. « Le spectre de la fraude plane toujours sur les Algériens, observe-t-il. Ali Benflis est un ancien juriste, c'est un bon

politicien et il est populaire en Algérie, mais cela importe peu aux Algériens car, outre la corruption extrêmement élevée, la culture de l'opposition n'existe pas encore. Les pro-Bouteflika espèrent de lui plus de justice sociale, un meilleur accès à la santé ainsi qu'à l'emploi. Ils savent qu'il est malade et qu'il ne peut plus gouverner mais ils persistent à dire qu'il reste la tête pensante, à disposition de ses conseillers, qui vont gouverner sous ses ordres. L'opposition est une idée récente et qui choque encore la population. Les Algériens n'osent pas voter contre le président, ils préfèrent ne pas voter. »

« On ne peut plus se reposer sur nos hydrocarbures »

Les revendications des Algériens concernent essentiellement les domaines de la santé, de la sécurité et de l'emploi. « J'espère que les résultats de ces élections vont déboucher sur un plus grand accès à la santé, une éducation

« J'espère que ces élections vont déboucher sur un plus grand accès à la santé, une éducation plus large et une justice digne de ce nom. »

UN ÉLECTEUR

plus large qui puisse profiter à tout le monde, et une justice digne de ce nom », souligne un vieil homme à l'entrée du bureau de vote.

« Il faudrait une autre alternative pour l'économie algérienne. On ne peut plus se reposer sur nos hydrocarbures, le pétrole n'est pas infini. Comme l'a proposé Ali Benflis, il faudrait que le budget de l'État soit également financé par les secteurs de l'agriculture, du tourisme et de l'industrie, et non plus seulement par les hydrocarbures », atteste un des rares partisans de Benflis présents ce matin au consulat général d'Algérie. L'Algérie, disposant de grandes ressources pétrolières, a remboursé la totalité de sa dette extérieure. La rente pétrolière et gazière est un véritable pouvoir politique qui profite à des dizaines de milliers de personnes travaillant hors du champ de vision de l'État... »

SAFOUANE ABDESSALEM

(1) Ali Benflis a dirigé la campagne pour la présidence d'Abdelaziz Bouteflika en 1999. Il devint son premier ministre le 26 août 2000. Aujourd'hui, il est le principal rival du président algérien.

L'événement

AUSTÉRITÉ

Manuel Valls présente la facture du pacte au peuple

Pour complaire à la Commission européenne, le premier ministre appuie sur le champignon. Hier, il a présenté son plan de réduction de 50 milliards d'euros des dépenses publiques. Toutes les prestations sociales, retraites comprises, seront gelées jusqu'en octobre 2015.

Du sang et des larmes pour le plus grand nombre, du blé et des roses pour une infime minorité. C'est un véritable programme de guerre contre les dépenses publiques, lourd de sacrifices sociaux et de coups portés aux services publics, qu'a présenté hier Manuel Valls à l'issue du Conseil des ministres. À défaut d'obtenir de Bruxelles un délai supplémentaire, comme le président de la République paraissait l'escompter au lendemain des municipales, le gouvernement a décidé d'aller vite et de frapper fort pour réduire le déficit public. Quitte à ne laisser aucune place à la concertation pourtant promise. L'objectif étant de pouvoir présenter la semaine prochaine à la Commission européenne un « programme de stabilité » budgétaire conforme à ses attentes.

« Nous ne pouvons pas vivre au-dessus de nos moyens. Et nous devons casser cette logique de la dette qui, progressivement, sournoisement, est en train de nous lier les mains. Nous devons retrouver notre souveraineté », a expliqué d'entrée le premier ministre, reprenant ainsi sans nuance un argumentaire usé jusqu'à la corde sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy. Une manière de maquiller ce qui relève en réalité de la soumission aux exigences des marchés financiers. « Les efforts doivent se poursuivre dans la justice, il n'y aura pas deux poids, deux mesures », promet

le premier ministre, avant de détailler les 50 milliards d'euros d'économies décidés entre 2015 et 2017.

Décision la plus emblématique du programme de superaustérité précisée hier : le gel des prestations sociales « jusqu'en octobre 2015 ». Cette pilule amère, euphémisée dans la communication de Matignon qui transforme le « gel » en « stabilité », sera imposée aux retraités du régime de base, pour une économie de 1,3 milliard d'euros. En application de la dernière réforme des retraites, la revalorisation des pensions, pour 2014, avait déjà été décalée du 1^{er} avril au 1^{er} octobre. Avec l'annonce d'hier, les quelque 13 millions de retraités du secteur privé sont donc condamnés à subir vingt et un mois de diète. Un régime, ajoute Manuel Valls, qui « pourra concerner aussi les retraites complémentaires qui relèvent des partenaires sociaux », 2 milliards d'économies étant alors en jeu. Une manière grossière de faire pression sur les syndicats et le patronat qui gèrent l'Arcco et l'Agirc pour qu'ils prennent eux aussi le cap austéritaire. D'ici à la fin 2015, seul le minimum vieillesse continuera d'être revalorisé, promet le premier ministre.

La ficelle est grossière, et l'entourloupe énorme. Le premier ministre évoque parmi les « trois objectifs » de son coup d'accélérateur austéritaire,

THIERRY LEPAON

« CE GOUVERNEMENT EST DUR AVEC LES FAIBLES ET FAIBLE AVEC LES DURS. »

au même plan que la mise en œuvre du pacte de responsabilité – l'autre nom des 30 milliards d'exonérations et de baisse des impôts offerts au Medef sans aucune contrepartie – et la réduction des déficits publics, l'ambition de « redonner du pouvoir d'achat aux salariés ». Mais dans le détail, évidemment,

pas une seule mesure ne va dans ce sens, bien au contraire : tout est renvoyé en creux à l'attaque contre le salaire différé, annoncée à l'Assemblée lors du discours de politique générale, et à une mesure non précisée « en faveur des contribuables les plus modestes au mois de juin ». À ce stade, dans les faits, les conditions d'existence de l'écrasante majorité de la population vont pâtir directement de la saignée.

La « revalorisation exceptionnelle » du RSA renvoyée à plus tard !

En matière de pouvoir d'achat, le premier ministre ouvre une ère de grande glaciation. Pour les fonctionnaires, le gel de la valeur du point d'indice, décidé par le gouvernement Fillon, reste plus que jamais à l'ordre du jour avec Manuel Valls (lire aussi en page 8). Derrière le montant des pensions mis sous cocon pour les dix-huit mois qui viennent, tous les citoyens vivant en France vont subir la désindexation, là aussi « jusqu'en octobre 2015 », de toutes prestations sociales (logement, famille, invalidité). En dehors des minima sociaux – revenu de solidarité active (RSA), allocation spécifique de solidarité (ASS) et allocation adulte handicapé (AAH) –, rien ne sera revalorisé, quoi qu'il arrive. Mais même les plus fragiles vont payer cher l'austérité : la « revalorisation exceptionnelle » du RSA, décidée dans le cadre du plan de lutte contre la pauvreté en janvier 2013, est certes confirmée par le gouvernement, mais elle est renvoyée à plus tard !

Au-delà de ces mesures immédiates frappant directement dans les poches, le premier ministre reprend la trajectoire de non-remplacement de départs à la retraite dans toutes les administrations sauf l'éducation nationale, la police et la justice, où « les créations d'emplois prévues seront

2,3

millions de personnes perçoivent le RSA, dont la hausse prévue au titre du plan pauvreté au 1^{er} septembre n'interviendra pas avant octobre 2015.



LE SUPER-PLAN D'AUSTÉRITÉ PRÉSENTÉ HIER NE POURRA QUE CO

maintenues ». Ajoutant qu'il compte réduire de 6 % le budget de tous les opérateurs de l'État, à l'exception de Pôle emploi et des universités. Deux annonces qui ne manqueront pas de provoquer des dégâts pour le service public, et donc là aussi pour l'écrasante majorité des citoyens... Les craintes sont du même ordre pour les collectivités territoriales, qui perdront leur clause de compétence générale et dont les dotations seront irrémédiablement rognées, ainsi que pour les caisses de Sécurité sociale où la « dématérialisation » et la « simplification » ne permettront sans doute pas seule d'atteindre l'objectif d'économies (1,2 milliard d'euros) fixé par le gouvernement. Dans tous les cas, ce sont les emplois qui risquent de trinquer.

18 milliards d'euros d'économies sur l'État, 11 milliards pour les collectivités locales, 21 milliards sur l'assurance maladie et la protection sociale... C'est le peuple qui va payer la facture, et cher ! Et pendant ce temps, les grands groupes vont continuer de se gobeir. Au titre du seul crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), le secteur de la grande distribution, où les multinationales font la loi, touche, selon les estimations de Bercy, la bagatelle de 3 milliards d'euros par an. Mais cet argent-là, Manuel Valls ne compte pas aller le raboter ou le geler, loin de là. ■

YVES HOUSSEAU ET THOMAS LEMAHIEU

« LES PLUS PAUVRES VONT PAYER TRÈS CHER L'AUSTÉRITÉ »

« La remise en cause du plan de lutte contre la pauvreté est insupportable », a réagi Christophe Robert, un des porte-parole du Collectif des associations unies, qui fédère 34 associations de lutte contre l'exclusion. La hausse de 10 % du RSA socle figurait dans un plan pluriannuel, « dans le but, justement,

d'éviter d'être soumis aux aléas budgétaires... ». Roté. Le gouvernement parle d'une mesure « décalée » jusqu'en octobre 2015, mais omet de parler d'un futur rattrapage, déplore aussi Christophe Robert. « Ce n'est pas qu'une question de symbole. D'un point de vue financier, ces mesures vont appauvrir les

plus modestes. » Le gel des aides au logement va provoquer un trou dans le budget de six millions de ménages bénéficiaires, tous situés dans les trois premiers déciles de revenus. Mais les loyers continueront, eux, d'être revalorisés en fonction de l'indice de référence des loyers...

ET LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ?

« Injustes socialement, ces économies ne permettront aucune réorientation pour créer des emplois dans les filières d'avenir. » **Julien Bayou et Sandrine Rousseau**, porte-parole d'EELV.

L'événement



PORTER CEUX QUI, À GAUCHE ET DANS LE MOUVEMENT SOCIAL, DÉPENDENT UN AUTRE CAP, COMME ICI LE 12 AVRIL À PARIS. PHOTO PATRICK NUSSBAUM

Réactions: la purge du gouvernement ne passe pas à gauche

BRUTAL. Les mesures austéritaires annoncées hier par le premier ministre, Manuel Valls, à l'issue du Conseil des ministres, ont immédiatement suscité de nombreux commentaires indignés dans le monde syndical et politique.

Les milliards d'économies annoncés par M. Valls à la sortie du Conseil des ministres (lire ci-contre) ont suscité de multiples réactions hostiles. Certes, un de ses amis politiques, le député de Seine-Saint-Denis Bruno Le Roux, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, estime que « ce programme d'économies et de modernisation de l'action publique est pleinement conforme aux valeurs de la gauche », mais il doit quand même se sentir bien seul. À la gauche du PS, dans le monde syndical et politique, c'est plus que de la grogne: de la colère. Et on peut penser qu'une des répliques à ces annonces pourrait se produire très vite, par exemple le 1^{er} mai, qui déjà s'annonçait en début de semaine comme un rassemblement unitaire (notamment en Ile-de-France) contre « l'austérité renforcée, les sacrifices et reculs sociaux amplifiés ».

Les députés Front de gauche, par exemple, estiment que pour « donner des gages et complaire à la Commission européenne le gouvernement amplifie le programme d'austérité ». Ils parlent de « coup de couteau dans le dos de nos concitoyens (...), la priorité du gouvernement est plus que jamais de satisfaire les

marchés financiers et de donner toujours plus aux entreprises, sans contreparties ». Même désapprobation chez les sénateurs du groupe communiste, républicain et citoyen, pour qui « ce sont les plus faibles qui figurent au premier rang des victimes de ce plan ». Pour François Delapierre (Parti de gauche): « Le pouvoir d'achat sera la première victime de ces mesures et l'économie réelle du pays sera donc fragilisée. J'appelle les parlementaires à refuser ces orientations. (...) Je les adjure de ne pas se soumettre à leur tour à la Commission de Bruxelles. » Olivier Dartigolles, au nom du PCF, retient « un seul et unique message: ça va saigner, et à tous les étages ».

Le ton monte aussi chez certains socialistes. « Nous étions 150 députés "atterrés" et nous avons écouté dans un silence de mort ces annonces », a dit Christian Paul, à l'origine d'un récent appel ayant recueilli plus de 100 signatures critiques. « Sur la forme, on prend de vitesse la majorité parlementaire et, sur le fond, nous n'avons pas été élus pour ça. » M. Paul annonce qu'il votera contre « en l'état » le 30 avril sur le « programme de stabilité », tout comme Laurent Baumel, du collectif de la Gauche populaire, qui prévoit lui aussi « de sérieuses difficultés ». Et la sénatrice de l'aile gauche du PS Marie-Noëlle Lienemann pointe elle aussi que « les seules nouvelles annonces sont des ponctions

faites au détriment du pouvoir d'achat des couches populaires et moyennes ».

Dans le même temps, Thierry Lepaon, secrétaire de la CGT, estime que « les mesures sont régressives et visent à accompagner une stratégie d'austérité. Ce gouvernement est dur avec les faibles et faible avec les durs », a assené Thierry Lepaon. Jean-Claude Mailly, numéro un de FO, est tout autant mécontent parlant de mesures qui vont « accroître la précarité et la pauvreté » et il juge « inacceptable » la poursuite du gel des salaires des fonctionnaires (lire page 8). Il prévient que son syndicat « s'opposera à toute privatisation de missions » publiques. Et dans ce concert de mécontents, même la CFDT qui, tout en se disant « consciente de la nécessité de réduire le déficit public », estime « hors de question de réduire les droits des chômeurs ». La confédération craint « un coup de rabot généralisé », alors

que « cet effort ne doit pas peser sur les plus modestes, porter atteinte à la cohésion sociale ou compromettre la reprise de la croissance ». « Indignation et colère » aussi à la FSU, confortée dans sa détermination à réussir « la journée d'action unitaire du 15 mai pour défendre la fonction publique, ses agents, leurs emplois et leur pouvoir d'achat ». ■

GÉRALD ROSSI

« Les mesures sont régressives et visent à accompagner une stratégie d'austérité. »

THIERRY LEPAON, SECRÉTAIRE DE LA CGT.

Politique & Citoyenneté

ÇA TIENT DU MIRACLE

« C'est un très beau score. Avoir 67 % au Parti socialiste, c'est un miracle. » **Jean-Marie Le Guen**, saluant l'élection de Jean-Christophe Cambadélis à la tête du PS.

71 %

de bonnes intentions pour Alain Juppé au baromètre mensuel Ifop pour Paris Match, devant Jean-Louis Borloo et Jack Lang. Les retraités, préférés des Français ?



MALGRÉ SON TRIOMPHE AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES DE MARS, L'UMP EST DANS LE FLOU SUR SES ORIENTATIONS. JEAN-CLAUDE COUTAUSSE / DIVERGENCE

UN ANCIEN EURODÉPUTÉ
« NOUS NE SOMMES PRÊTS NI SUR LES LISTES, NI SUR LE PROJET. »

de 60 000 professeurs signe selon elle que Manuel Valls « cajole les fonctionnaires » (dont dans le même discours, Manuel Valls annonçait pourtant le gel du point d'indice). Quant à sa collègue Camille Bedin, elle estime les annonces de Valls « inspirées, pour une fois, par une saine intention de rétablissement des comptes publics ».

Dans le même genre, la députée de l'Essonne, Nathalie Kosciusko-Morizet, fait elle aussi le choix de l'escalade antiso- ciale. Quand l'ancien directeur de l'OMC Pascal Lamy, socialiste très proche de François Hollande, lance l'idée de petits boulots rémunérés en dessous du SMIC, elle abonde : « Toutes les solu- tions, toutes les idées pour pou- voir lutter contre le chômage, en particulier le chômage des jeunes, doivent pouvoir être étudiées. On ne doit pas s'empêcher de les regarder. » Signe flagrant de la grande confusion idéologique, c'est encore l'UMP Accoyer qui appelle François Hollande à « confier une mission de réflexion sur le Smic à Pascal Lamy ».

S'il fallait une démonstration de plus de l'absurdité politique à laquelle mènent les institutions de la V^e République, la situation paradoxale dans laquelle se re- trouve la droite aujourd'hui pourrait être celle-là. Triom- phante aux élections municipales de mars, prête à remettre le couvert aux européennes de mai et en position de remporter à nouveau le Sénat en septembre, l'UMP et l'UDI sont dans le même temps cantonnés à un espace politique réduit comme jamais, une partie de plus en plus im- portante de son habituel terrain étant désormais occupée par le gouvernement. Cap fixé en priorité sur la réduction des déficits publics, adhésion au dogme de la baisse du coût du travail et « so- cialisme de l'offre » dans lequel on cherche tou- jours le socialisme. Le changement d'avec les années Sarkozy restant pour le moins floso, l'UMP se retrouve à n'avoir le choix qu'entre le silence ou la surenchère. La présentation hier du plan d'économie de 50 milliards d'euros par le premier

À droite, une ligne en pointillés

Avec le cap à droite du gouvernement, l'UMP a du mal à se trouver une position commune. Elle aborde pourtant les européennes en favorite.

ministre Manuel Valls a atterré sa gauche. Sa droite a été beaucoup plus mesurée. Ainsi l'ancien président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer, par exemple, ne remet pas du tout en cause l'orientation choisie, se satisfaisant même que « le discours (soit) un peu plus détaillé qu'au- paravant » regrettant seulement qu'« il ne (soit)

pas à la hauteur », c'est-à-dire, selon le député, que « les socialistes ne veulent pas s'attaquer au tabou des 35 heures et de l'âge de la retraite ». La déléguée générale adjointe de l'UMP, Valérie Debord, elle, ne trouve dans le communiqué qu'elle signe au nom de son parti qu'un seul angle d'attaque : la confirmation du recrutement

La meilleure stratégie jusqu'au 25 mai

Mais la plupart des responsables du parti de droite préfèrent s'en tenir à un silence prudent. D'autant qu'à l'approche de l'élection, l'UMP, toujours sans projet européen et prise en ten-aille entre un PS converti à la politique de la Commission européenne et un FN en position de force, connaît en interne des divisions entre une ligne souverainiste, celle soutenue par Henri Guaino, et la traditionnelle euro-béa- titude. Sans compter les quelques opportunistes qui voient dans cette torpeur l'occasion de se créer un espace avec des déclarations choes, comme Laurent Wauquiez qui propose de revenir à une Union européenne à six membres, s'attirant les foudres d'à peu près tous ses camarades de parti. C'est que la meilleure stratégie jusqu'au 25 mai reste pour la droite de rester silencieuse pour ne pas prendre le risque de la déclaration qui pourrait braquer l'électeur. L'impasse dans laquelle le gouver- nement précipite la gauche lui assure une victoire facile. ■

ADRIEN ROUCHALEOU

Justice Le micro-parti de Marine Le Pen sous le coup d'une enquête judiciaire

Le parquet de Paris a annoncé avoir ouvert une information judiciaire contre X pour « escroquerie en bande organisée » et « faux et usage de faux » visant les comptes du micro-parti créé par Marine Le Pen. Ce micro-parti, baptisé « Jeanne », existe depuis 2010 et a servi à des financements de campagne, notamment via des prêts accordés aux candidats frontistes lors des cantonales de 2011 et des législatives de 2012. Les comptes pour ces années-là s'élèvent à quelque 1,7 million d'euros d'achats et 1,8 million d'euros de « services » facturés aux « candidats pour les campagnes électorales », allant jusqu'à près de 9 millions d'euros pour l'année 2012. Un candidat frontiste a confirmé anonymement à Mediapart que des taux d'intérêt particulièrement élevés, de 6,5 % ou 7 %, étaient pratiqués par Jeanne pour ces prêts. La défense de la présidente du Front national ? Se victimiser, en dénonçant « une enquête permanente » et « un combat politique » contre tout ce qui touche son parti. ■

S. P.

Cannes L'ex-maire UMP Bernard Brochand conserve son immunité parlementaire

Le bureau de l'Assemblée nationale a rejeté la demande de levée de l'immunité parlementaire de Bernard Brochand, député UMP et ancien maire de Cannes. La demande avait été formulée par le juge d'instruction Jean-Pierre Murciano, qui souhaitait pouvoir placer en garde à vue l'ex-maire cannois dans des dossiers de corruption présumée. Les enquêteurs cherchent notamment à savoir si des fonds récoltés par l'association des Amis de Cannes ont pu servir à financer des événements militants lors des campagnes de 2012. Lors du vote du bureau, s'effectuant à main levée et non plus à bulletin secret, douze députés se sont opposés à la levée de l'im- munité, tandis que huit y étaient favorables au sein de l'instance. Parmi les opposants, des députés UMP, UDI mais également trois élus de gauche qui considèrent, selon le pré- sident de l'Assemblée Claude Bartolone, que « dans la mesure où il n'a pas été à ce jour entendu par le juge, la demande de levée d'immunité a été rejetée ». ■

S. P.

Dominique Voynet Ex-maire EELV de Montreuil recasée à l'Igass

Ex-maire EELV de Montreuil qui n'avait pas souhaité se re- présenter, Dominique Voynet a été nommée hier en Conseil des ministres inspectrice générale des Affaires sociales, selon le compte rendu du Conseil. L'ex-ministre écologiste avait annoncé abruptement en novembre 2013 qu'elle ne brigait pas sa réélection de maire de Montreuil, geste qu'elle avait transformé en croisade « contre le clienté- lisme ». Ses adversaires l'ont accusée en retour d'avoir eu peur de perdre, après un mandat marqué par des divisions répétées dans sa majorité. Médecin anesthésiste de formation, Dominique Voynet exerça notamment à Dole de 1985 à 1989. En juillet 2012, elle fut nommée chevalier de la Légion d'honneur au titre du ministère chargé du logement, dont la titulaire était alors l'écologiste Cécile Duflot. Nommée cette fois à cinquante-cinq ans à un poste prestigieux, elle qui dénonçait en 2013, « la dégradation de la vie politique française. » ■

L. V.

0,3

C'est, en pourcentage, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi en février par rapport à janvier. Soit 1,8 % de plus sur un an.

COLÈRE À LA SEITA

« C'est le début de la lutte : pour nous, il n'y a aucune raison que ce site ferme. On se battra jusqu'au bout. »

Michel Laboureur, secrétaire CGT du CCE de la Seita.

Capital/travail

FONCTIONNAIRES

Prolongation du gel du point d'indice: un air qui ne passe plus

Manuel Valls a annoncé hier le gel du point d'indice des fonctionnaires pour la cinquième année consécutive. Au même moment, une note de l'Insee confirme une baisse des salaires nets moyens dans la fonction publique. Les syndicats se mobilisent.

C'est reparti pour un mauvais tour de ménage budgétaire. Le gel du point d'indice, qui permet de calculer le salaire des fonctionnaires, est bel et bien confirmé pour 2015, le flou demeurant pour la suite du quinquennat. Pour la cinquième année consécutive donc, les 5,2 millions de fonctionnaires que compte la France vont à nouveau voir leur pouvoir d'achat diminuer : leurs salaires stagnent invariablement depuis la revalorisation de 0,5 % en 2010 alors que l'inflation et le coût de la vie n'ont eux cessé d'augmenter. Pour justifier cette mesure lancinante décriée par les syndicats, le premier ministre Manuel Valls a invoqué hier sans surprise, à l'issue du Conseil des ministres (lire page 4), le contexte budgétaire général et la nécessité de fléchir les économies que le gouvernement entend opérer d'ici 2015, 50 milliards au bas mot. L'État, et a fortiori l'ensemble divers des agents qui rend son action possible, sera mis fortement à contribution puisque pas moins de 18 milliards d'euros sont réclamés pour réduire son « train de vie ».

Dialogue social à vide

« Je sais ce que nous devons à nos fonctionnaires, si essentiels à la vie de ce pays. Chaque jour, ils agissent avec dévouement et sens du service public. Mais la situation nous oblige à leur demander de contribuer à notre effort commun. Nous confirmons le gel du point d'indice », a déclaré Manuel Valls, inflexible, dans son discours. Pour les syndicats, cet accouchement des premières pistes de réduction du déficit public se fait au forceps : « C'est une provocation d'avancer un nouveau gel dans ces conditions : les syndicats de fonctionnaires ont annoncé la semaine dernière une grande journée d'action et les négociations devaient avoir lieu fin mai », fulmine Baptiste Talbot (CGT services publics). Le syndicaliste s'insurge contre « une décision qui tombe avant même que les négociations aient commencé » et met en lumière la vacuité d'un dialogue social « sans quelque chose à négocier ». Pire, « si les conséquences de ce gel vont être lourdes pour les fonctionnaires, elles seront aussi économiques puisqu'en grevant le pouvoir d'achat on aggrave la spirale infernale du chômage, de la récession, de l'austérité. Le scénario choisi est extrêmement dangereux », s'inquiète-t-il. Ce gel d'au moins un an supplémentaire est tout aussi « inacceptable » pour la CFDT, qui ajoute qu'« au-delà du pouvoir d'achat, se pose pour les agents de la fonction



POUR MANUEL VALLS, LE GEL DES INDICES DES AGENTS DE L'ÉTAT CONSTITUE UNE CONTRIBUTION « À NOTRE EFFORT COMMUN ». UNE ANNONCE QUI TOMBE AVANT MÊME L'OUVERTURE DES NÉGOCIATIONS. PHOTO MYR HURATET / PICTURETANK

publique la reconnaissance de leur travail et du service qu'ils rendent ». Pour la FSU, le vase déborde : c'est « une décision injuste d'autant que les pertes de pouvoir d'achat sont déjà lourdes dans un contexte où les inégalités salariales sont grandes ».

Le gouvernement semble en effet plus sensible à l'avertissement de la Cour des comptes – qui évalue qu'une augmentation de 1 % de la valeur du point d'indice représenterait un coût de 1,8 milliard d'euros pour les trois fonctions publiques – qu'aux doléances maintes fois répétées des fonctionnaires d'une meilleure prise en compte de leurs missions et de la dégradation de la qualité de l'emploi public. Il faut dire qu'à l'exception d'une timide revalorisation salariale des catégories C depuis le 1^{er} janvier 2014, concrétisée par des augmentations allant de 4,60 euros

à 46 euros mensuels, les fonctionnaires attendent toujours des gages d'un gouvernement auquel deux tiers d'entre eux ont donné leur voix à l'élection présidentielle de mai 2012.

L'attente déçue des changements espérés par les agents de la fonction publique vire depuis plusieurs mois au désamour. Constatant que le « contentieux salarial s'accumule », les organisations de fonctionnaires ont décidé de répliquer en déposant un préavis de grève unitaire. CGT, FSU, CFDT, FA-FP, Solidaires et Unsa appellent le 15 mai les trois versants de la fonction publique (État, territoriale, hospitalière) à une journée nationale d'action et de mobilisation. Outre la dégrue des effectifs, qui comme le soulignait hier Jean-Claude Mailly (FO) va « rendre de plus en plus difficile la réalisation des missions de service public », le gel du point d'indice n'a pas

manqué de faire sentir ses effets sur les rémunérations moyennes des agents.

Une note de conjoncture publiée hier par l'Insee constate ainsi « une baisse des salaires nets moyens en euros constants dans les trois versants de la fonction publique entre 2011 et 2012 ». Dans le détail, on relève que compte tenu de l'inflation et en euros constants, le salaire net moyen en équivalent temps plein a baissé de 0,8 % dans la fonction publique de l'État, de 0,5 % dans la fonction publique territoriale et de 0,6 % dans le secteur hospitalier public. En 2011 déjà, une étude du même institut évaluait à 0,8 % la baisse des salaires dans la fonction publique territoriale, où le taux de précaires est le plus important. Dans la fonction publique aussi, le refrain de la rigueur budgétaire ne passe plus. ■

NICOLAS DUTENT

LE GEL DES SALAIRES DES FONCTIONNAIRES SERAIT PROLONGÉ JUSQU'EN 2017, SELON UNE SOURCE GOUVERNEMENTALE CITÉE PAR L'AFP.

MOBILISATION LE 15 MAI PROCHAIN

À l'appel de la CGT, de la CFDT, de la CFSC, de l'Unsa, de la FA-FP, de FSU et de Solidaires, les agents de la fonction publique se mobilisent le 15 mai pour dénoncer les baisses de pouvoir d'achat et la précarisation de l'emploi public. Les syndicats demandent « la revalorisation immédiate du point d'indice », une « meilleure reconnaissance des compétences et des qualifications » et « des emplois pour faire face aux besoins ».

Capital/travail

FRANCE TÉLÉVISIONS

Les syndicats dans le rôle d'acteurs du petit écran

Les syndicats de France Télévisions ont rejeté unanimement le plan de départs dits volontaires proposé par la direction. Un pavé dans la marre qui ne l'empêchera pas d'en faire qu'à sa tête.

On pourrait trouver ça normal, presque logique. La décision des syndicats de France Télévisions de rejeter en bloc, lors d'un comité central d'entreprise (CCE) réuni mardi, le plan soumis par leur direction n'en reste pas moins significative dans le bras de fer qui les oppose. Officiellement présenté à la mi-octobre, le plan de départs dits volontaires vise 340 postes avec la suppression de l'AITV, qui occulterait une soixantaine de chaînes en particulier africaines de tout un pan de l'actualité internationale. Ce que les salariés de France Télévisions, qui ont occupé mardi les locaux parisiens de Reporters sans frontières, refusent. « Si la direction a consenti à renoncer à la suppression de certains postes de monteurs, notamment à France 3, elle persiste à vouloir externaliser le service du sous-titrage de France 2 et à fermer la rédaction de l'AITV », note le SNJ.

Chantage et démantèlement

Suspension du plan fin novembre, après une grève massive quelques semaines plus tôt, reprise des négociations mi-février... le chemin jusqu'à ce CCE a été long. Il y a bien eu un rebondissement quand la direction a appelé les syndicats à lui soumettre des « plans alternatifs » pour réaliser les économies escomptées. Mais voilà, « la direction n'a pas pris en considération nos propositions », souligne Marc Chauvelot, délégué syndical central CGT. En question, la prise en compte de la pénibilité pour accélérer le départ à la retraite



NOVEMBRE 2013, DEVANT LE MINISTÈRE DE LA CULTURE. PHOTO JEAN-CLAUDE COUTAUSSE / DIVERGENCES

de certains salariés en les remplaçant par de jeunes recrues et la réinternalisation de la production des programmes. « Une bonne manière d'utiliser l'argent public, observe Marc Chauvelot. Nos avancées ont un coût, certes, mais faciliteraient le plan de départs volontaires. » Volontaires ? Pas tout à fait, pour le SNJ. « La direction envisage de démanteler des services entiers, en supprimant tout ce qui arrive pas l'être. Des salariés qui y travaillent : nous sommes bien dans le cas de "désignés volontaires" », souligne le syndicat.

Un deuxième accord était également sur les rails, tournant autour de l'emploi précaire. Avec un détail : si le premier accord n'est pas validé, celui-ci ne peut pas l'être. Du « chantage », selon le SNJ. Et tout doit

se jouer avant le 30 avril. Si les syndicats n'ont pas signé, la direction pourra appliquer son plan, unilatéralement. Au risque d'adresser un message amer aux salariés, comme si les négociations portaient aux oubliettes. « Vraisemblablement, il ne sera pas signé, prévient Marc Chauvelot. La direction a tout intérêt à nous convaincre de l'adopter. Dans le cas contraire, elle fragiliserait ses positions. » D'autant qu'un plan rejeté, c'est plus de temps sur le bureau de la direction de l'administration du travail. S'ajoute à cela un raté, celui de se donner les moyens de réfléchir au fonctionnement du groupe. Le résultat reste une « opération petits bras » qui « augure mal de la suite », selon Marc Chauvelot. ■

AUDREY LOUSSOUARN

INDUSTRIE

Fagor repris, SITL sacrifiée ?

Derrière la « réussite » de la reprise de FagorBrandt, des centaines d'emplois restent condamnés.

« Satisfaction », « réussite industrielle », « victoire du redressement productif » : du côté du gouvernement, on ne lésinait pas sur l'autocongratulation suite à l'annonce avant-hier de la reprise du groupe FagorBrandt par le conglomérat algérien Cevital, fortement motivée par le chèque de 47,5 millions d'euros consenti par l'État français. Dans un communiqué commun au ministère de l'Économie et du Redressement productif et au ministère du Travail, Arnaud Montebourg et François Rebsamen ont insisté sur « le maintien de la totalité des sites industriels du groupe » et « la sauvegarde de près de 1 420 emplois sur les 1 800 du groupe » permis par cette cession, notamment sur les 220 emplois sauvés chez deux sous-traitants vendéens, passant sous silence les fournisseurs sacrifiés au passage.

Un abandon des pouvoirs publics

Du côté de SITL, ex-filiale lyonnaise de FagorBrandt au bord de la liquidation, on ne décolère pas face à cet abandon des pouvoirs publics. « Il aurait fallu une intervention du gouvernement pour que l'on puisse redémarrer la fabrication avec l'autorisation d'exploiter les marques et les brevets et donner une chance au projet de reprise des salariés », regrette Florence Lavialle, déléguée CGT chez SITL. Alors que le tribunal de commerce de Lyon doit se prononcer le 30 avril sur une reprise ou une liquidation de cette usine de 420 salariés, « aucune offre juridiquement recevable n'a été déposée, d'après l'administrateur judiciaire », déplore la syndicaliste. Plusieurs projets existaient pourtant, dont une offre de reprise portée par un groupe de salariés basée sur une activité innovante et écologique de reconditionnement de lave-linge usagés. ■

LOAN NGUYEN

Intermittents Pour Aurélie Filippetti, l'accord sur l'assurance chômage sera corrigé

Rétropédalage pour la ministre de la Culture. Alors que le 22 mars, à la signature de la convention d'assurance chômage, Aurélie Filippetti s'était félicitée de cet accord, hier sur Radio Classique, elle estimait que le délai de carence avant indemnisation pour les intermittents, durci par cette convention, est « une faute et même une erreur » et qu'il allait « être corrigé ». La ministre feint de découvrir qu'« avec la formule initiale, des gens qui étaient quasiment au niveau du Smic auraient dû attendre un mois et demi avant de pouvoir toucher leurs allocations ». Les syndicats signataires, la CFDT, la CFTC et FO, ainsi que le patronat planchent sur cette modification tout en conservant les 165 millions d'économies sur le régime des intermittents. Génée, la CFDT, défenseur de ce texte, a tenté de se justifier : « Non, nous ne renégocions pas (...), on apporte un petit correctif », a-t-elle déclaré au Figaro. L'épisode prouve que le gouvernement, qui agréa la convention d'assurance chômage, a bien la main pour exiger des ajustements. ■ C. R.

LyondellBasell La raffinerie de Berre ferme définitivement ses portes

Le groupe LyondellBasell a annoncé hier la fermeture de la raffinerie de Berre-l'Étang, à l'arrêt depuis début 2012, après l'échec des négociations avec la société monégasque Sotragem SAM dont l'offre « ne présente pas de conditions commerciales acceptables ». Cette offre, examinée depuis l'automne 2013, « ne présente aucune garantie pour un redémarrage effectif de la raffinerie et une reprise viable de ses activités », estime LyondellBasell. Le groupe américain a donc décidé de mettre un terme au processus de recherche de repreneurs entamé en juin 2011. À l'époque, faute d'avoir trouvé un repreneur, la direction avait annoncé la fermeture de la raffinerie, qui employait 370 personnes. Mais après deux semaines de grève et de blocage des salariés, la direction avait annoncé l'octroi d'un sursis. Depuis début 2012, l'usine est à l'arrêt mais entretenue pour être prête à redémarrer en cas de reprise. Moins d'une quarantaine de salariés y travaillent encore. ■ A. C.

La Poste La grève des postiers des Hauts-de-Seine dure depuis deux mois et demi

La mobilisation des agents de La Poste s'enracine dans le département. Partie de Rueil-Malmaison il y a 78 jours, la grève s'est propagée sur quatre autres bureaux pour obtenir l'embauche en CDI de quatre personnes dont les contrats n'ont pas été renouvelés. « L'un d'eux a obtenu satisfaction, mais pas les trois autres », a expliqué SUD PTT, qui estime le nombre de grévistes à plus de 80 personnes. Les postiers exigent aussi la baisse de leur charge de travail et le report d'un plan de réorganisation qui prévoit la suppression de 24 emplois à Rueil-Malmaison. Les négociations ont été repoussées à juin 2015, « beaucoup trop tôt » pour le syndicat, qui continue la lutte. Le 13 février, les grévistes avaient aussi occupé le siège parisien de La Poste, sans succès. En attendant, le courrier s'accumule. Depuis le 29 janvier, plus de 100 000 recommandés sont bloqués entre Rueil-Malmaison et La Garenne-Colombes. « Des centaines de lettres » continuent de s'entasser, selon SUD PTT. ■ C. R.



18 avril 1904 - 18 avril 2014 L'Humanité a 110 ans!

Vendredi dans **l'Humanité**
un numéro spécial anniversaire

- L'épopée de la fondation par Jean Jaurès de l'Humanité.
- Qu'est-ce que la gauche a fait de l'héritage de Jaurès ?
- Nos combats d'Humanité, par Patrick Le Hyaric.
- Débat : l'actualité d'un engagement.
Avec Gilles Candar, Monique Pinçon-Charlot,
Michel Pinçon et Charles Silvestre.
- « Notre but » : l'éditorial du premier numéro de l'Humanité en poster.



Vous pouvez réserver ce numéro auprès de votre marchand de journaux jusqu'à 11 heures aujourd'hui, jeudi 17 avril.

PHOTO H. BRUNGER-ROGER-VOLLET

PHOTO P. BYTOWICZ

L'Humanité a 110 ans

l'Humanité

**L'HUMANITÉ
DIMANCHE**

Participez à son développement avec le « Fonds solidaire pour le développement de la lecture de l'Humanité ».

À l'occasion des 110 ans de l'Humanité, l'Association Presse et Pluralisme et l'Humanité se mobilisent pour développer la lecture de la presse dans les quartiers populaires. Elles vous proposent de verser au « Fonds solidaire pour le développement de la lecture de l'Humanité », qui vous permettra d'abonner une personne de votre choix pour trois mois, six mois ou un an de lecture.

JE PARTICIPE À LA CRÉATION DU « FONDS SOLIDAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA LECTURE DE L'HUMANITÉ »

(opération valable du 1^{er} avril 2014 au 30 novembre 2014)

→ JE LIBELLE MON CHÈQUE À L'ORDRE DE : PRESSE ET PLURALISME - 110 ANS

☐ JE PRÉCISE MES COORDONNÉES (afin que Presse et Pluralisme puisse émettre le reçu fiscal qui me permettra de bénéficier de la réduction sur mon impôt l'année suivant mon versement)

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Ville.....

Téléphone.....

Adresse e-mail.....

☐ JE VERSE (cocher la mention utile)

- ☐ 50 € pour un abonnement de trois mois
- ☐ 100 € pour un abonnement de six mois
- ☐ 200 € pour un abonnement d'un an

Votre don vous donne droit à une réduction d'impôt de 66 %, dans la limite de 20 % du revenu imposable. Par exemple, lorsque vous faites un don de 100 euros (prix d'un abonnement pour une période de six mois), vous déduisez 66 euros de votre impôt. Par conséquent, il vous en coûtera seulement 34 euros.

☐ JE REMPLIS LE COUPON CI-DESSOUS

Je vous propose le nom suivant pour recevoir l'Humanité pour une période de (cocher la mention utile)

- ☐ trois mois au tarif de 50 €
- ☐ six mois au tarif de 100 €
- ☐ un an au tarif de 200 €

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Ville.....

Téléphone.....

Adresse e-mail.....

Ce coupon est à compléter et à retourner accompagné de votre chèque directement à Presse et Pluralisme, TSA 32649, 91764 Palaiseau Cedex, ou à l'Humanité - Secrétariat du directeur - 5, rue Pleyel - Immeuble Calliope - 93528 Saint-Denis Cedex (chèque libellé à l'ordre de Presse et Pluralisme).

Société & Solidarités

RADIATION POUR L'URGENTISTE

L'urgentiste bayonnais, Nicolas Bonnemaison, est accusé d'avoir empoisonné sept patients en fin de vie. Sa radiation a été confirmée mardi par le Conseil de l'Ordre des médecins. Il comparaitra en juin devant les assises.

3

C'est le nombre de lots de saumon fumé rappelés, hier, par la société King Sea Food en raison d'une contamination à la listeria.

HANDICAP

« Oui, mon fils est autiste, mais il n'est pas malade »

Aline Yapo se bat au quotidien pour aider Kévin, diagnostiqué autiste à l'âge de deux ans. À ses côtés, la mission handicap de Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne) a développé depuis 2004 un réseau pour permettre aux handicapés de prendre toute leur place dans la cité.

Ce sont des petits riens. De minuscules gestes. Des frôlements de main, des regards protecteurs. Et puis des paroles : « Kéke, viens, on va ramasser les perles de couleur ! » lance énergiquement Aline Yapo, cinquante et un ans, à son fils Kévin, âgé de onze ans et demi. « Quand il était bébé, il avait des problèmes d'équilibre. On lui a fait des scanners, des radios à l'hôpital Trousseau puis à Robert-Debré, mais on ne trouvait rien. » Kévin a été diagnostiqué autiste par la maison du handicap à l'âge de deux ans. « Moi, je ne comprenais rien. Depuis, j'écoute et j'accepte. Quand on m'a dit que mon enfant n'était pas comme les autres, mon mari a voulu qu'on le mette à la Ddass. J'ai cru qu'on m'enfonçait un couteau dans le cœur. J'ai porté Kévin neuf mois, j'ai dit à mon mari que je ne le donnerais à personne. Je garde mon enfant », raconte-t-elle, encore sous le choc. Depuis, c'est seule qu'Aline, maman de cinq enfants, fait face.

Un handicap trop mal pris en charge

Femme de ménage à temps plein depuis vingt-trois ans, Aline Yapo a vu sa vie basculer peu après la naissance de Kévin. « Je n'ai jamais été malade. Aucun de mes enfants n'a eu de problèmes de santé. Je ne sais pas pourquoi. Mais je n'avais pas le choix. Je me posais des questions. Je pensais : « Si mon fils est malade, peut-être que moi aussi. » Les institutions, les dossiers à remplir, le vocabulaire spécialisé, les rendez-vous médicaux, les incompréhensions... Aline découvre un monde et se heurte progressivement aux murs des protocoles. Un parcours de combattante pour obtenir les informations sur un handicap, encore trop mal pris en charge en France. « On m'a donné un livre sur l'autisme, mais je ne l'ai pas ouvert. Je n'ai pas fait d'études. Pourtant, comme dit un proverbe de chez moi, en Côte d'Ivoire, "Je suis tombée dans l'eau, je n'ai plus peur de l'eau froide". »

Kévin a pu suivre une scolarité classique jusqu'à ses cinq ans, à la crèche d'abord, puis dans la classe d'inclusion scolaire maternelle de Fontenay-sous-Bois, grâce à une assistante de vie scolaire. Puis, à l'âge de six ans, il est entré dans un institut médico-éducatif à Saint-Mandé. « Oui, mon fils est autiste, mais il n'est pas malade », explique simplement Aline Yapo. Dans la famille, ce petit garçon calme, doux et



ALINE JOUE, CHANTE ET TRAVAILLE AVEC KÉVIN. ELLE TIEN T CHAQUE JOUR SON RÔLE DE MAMAN ET D'ÉDUCATRICE. PHOTO OLIVIER CORET

élancé tient une place essentielle : « C'est le cœur de tout le monde. Il est très protégé par ses sœurs, elles me soutiennent beaucoup. Tout ce que je demande, c'est que mon enfant puisse être heureux », lance-t-elle. Lorsque Aline travaille, c'est Kelly, sa fille de quinze ans, qui veille sur Kévin, pendant les vacances scolaires notamment. Avec son salaire de 1400 euros par mois, difficile pour la maman de prendre une garde d'enfants. « C'est dur pour ma fille. C'est une adolescente, elle aimerait sortir avec ses copines. J'ai essayé de voir si Kévin pouvait prétendre aux colonies de vacances de l'IME dans lequel il est suivi, mais l'assistante sociale m'a rétorqué : « Ça coûte 3000 euros, vous les avez ? » Je me suis rendue à l'espace des solida-

rités pour savoir si on pouvait m'aider financièrement, mais on m'a dit qu'il n'y avait plus d'argent... Alors, ni Kévin ni sa sœur n'ont jamais pu partir en vacances. »

Aline découvre un monde et se heurte aux murs des protocoles. Un parcours de combattante.

Dans l'appartement de la cité des Alouettes, à quelques minutes de l'A86, les perles en bois roses, vertes, jaunes, bleues sont éparpillées sur la table de la salle à manger. Pendant que Kévin les trie par couleur et par forme, en chantonnant, Aline dit l'amour et la souffrance mêlés d'avoir à porter à bout de bras sa famille. Car son mari n'a pas seulement quitté le domicile, il a aussi laissé derrière lui des tonnes de dettes. Des impayés de loyers, des crédits à la consommation dont elle n'a pas vu l'ombre d'un centime... Alors, Aline rembourse, en

essayant de se défendre. Sur la table basse, les lettres de la banque et les factures se mêlent au cahier de correspondance de Kévin. Dedans, une longue série d'échanges écrits à la main entre Aline et la direction de l'institut de Saint-Mandé. Et les informations semblent avoir du mal à passer... « À chaque rentrée, je recevais un dossier à remplir pour Kévin. Il y avait des tas de cases à cocher, pour savoir si mon fils voyait des spécialistes. C'est là que j'ai compris qu'il fallait aller voir d'autres équipes, qu'il pouvait bénéficier d'autres aides pour progresser. J'avais l'impression d'être la seule à ne pas faire suivre mon fils par des spécialistes... »

Cela fait à peine un an que Kévin fait des séances d'orthophonie. « Au bout de deux mois, il a commencé à parler. Vous trouvez normal, vous, qu'on ne sache pas à quoi on a droit ? » La prise en charge par des spécialistes ou pour des interventions comportementales intensives est à la charge des familles. Dès lors, impossible

pour les plus modestes d'accéder à ce que le Conseil économique et social, dans son rapport sur l'autisme d'octobre 2012, appelle « l'égalité éducative ». Voilà pourquoi se bat Marie-Françoise Lipp, en charge de la mission handicap de Fontenay-sous-Bois depuis 2004. Dans cette ville communiste, un vaste chantier a été lancé pour faire entrer les questions du handicap dans la cité. Et faire tomber les peurs sur l'autisme, qui, diagnostiqué tôt, peut permettre à l'enfant de progresser. « On peut réduire l'impact du développement de ces troubles, on peut agir sur le langage et sur la communication. Plus on va vite, plus on améliore la qualité de vie future et plus on atténue les troubles du comportement qui sont une conséquence de la maladie et non une cause », précise Marie-Françoise Lipp.

Pour faire face, Aline tient son double rôle de maman et d'éducatrice. Elle chante avec lui, joue, le stimule. « J'ai même réussi à travailler avec Kevin. » Accompagnée à chaque étape, elle a pu s'appuyer sur ce service transversal de la mission handicap de Fontenay. Et, pour Marie-Françoise Lipp, c'est la perception du handicap qui est à revoir. « Je suis partie d'un constat simple : les handicapés sont invisibles dans la ville. On a une approche trop gestionnaire qui consiste à regrouper les gens qui ont les mêmes problèmes ensemble. Au lieu d'inclure, de mélanger, de s'adapter à cette minorité, on fait l'inverse, on met à l'écart. Aussi, j'ai proposé aux élus, déjà très sensibles à cette

question, de faire en sorte que ce soient les professionnels, quels qu'ils soient, qui aillent vers les personnes handicapées et non l'inverse. »

Tout pousse à l'isolement des familles

Avec cette conséquence pour la ville : qu'elle puisse offrir des lieux de proximité et de socialisation pour faire du sport, de la musique, aller chez le dentiste ou chez le coiffeur. Beaucoup de parents passent leur temps à courir d'une ville à l'autre, d'un lieu spécialisé à un autre. Rien n'est à proximité. Tout pousse à l'isolement des familles. « En France, on imagine que tout va bien, que tout le monde est bien soigné. Mais c'est faux, s'insurge la chargée de mission. Il y a une réévaluation à mener en profondeur sur la façon dont on prend en compte l'enfant, l'adolescent et l'adulte handicapé. »

À Fontenay-sous-Bois, on estime que, chaque année, cinq enfants naissent autistes ou avec un trouble envahissant du développement (TED).

Fière et digne, Aline a décidé, avant la naissance de Kevin, en 2000, de monter une association de solidarité avec un village de Côte d'Ivoire. Elle a choisi un projet de maison de santé. « La santé, c'est essentiel et en Afrique, les centres de soins manquent. Beaucoup de femmes accouchent à la maison ou sur le chemin de l'hôpital et ça se passe mal. Aussi, j'organise des repas pour récolter des fonds. Il n'y a pas de hasard... La santé, pour moi, c'est la vie. »

IXCHEL DELAPORTE

100 000
PERSONNES DE MOINS
DE 20 ANS
SONT ATTEINTES D'UN
TROUBLE ENVAHISSANT
DU DÉVELOPPEMENT
EN FRANCE, DONT
30 000 AUTISTES.

Sur l'autisme, Fontenay fait rimer santé publique et volonté politique

DISCRIMINATION La ville s'est engagée dans une bataille pour l'inclusion et l'évolution des mentalités. Un pari gagné, malgré les retards français en la matière.

À Fontenay-sous-Bois, l'autisme est devenu une grande cause. En 2004, la mairie confie à Marie-Françoise Lipp la charge d'une mission handicap. Objectif : créer un maillage entre les différents services pour mieux prendre en compte les personnes handicapées. En 2005, la loi handicap donne un coup d'accélérateur à la démarche. « À Fontenay, on a vécu cette loi de façon citoyenne », explique la chargée de mission. Pourquoi le handicap ? « Parce que lorsqu'on est élu, il est nécessaire, même si cela concerne une minorité, de se préoccuper du bien de tous. La majorité finit par bénéficier aussi d'un simple réaménagement de la voirie ou des effets d'une politique d'inclusion », appuie Michèle Le Gauy, la nouvelle adjointe (FG) en charge de l'action sociale, familiale et des solidarités.

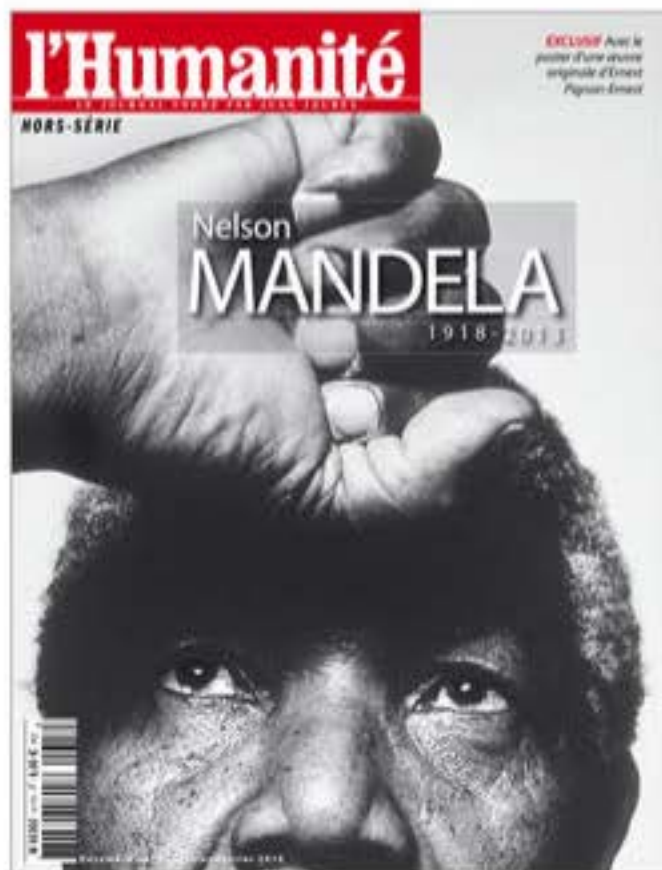
Les familles touchées sont devenues visibles. Deux enquêtes ont été menées, l'une auprès des familles, l'autre auprès des professionnels. Résultat : angoisse et désespoir... Mais pas seulement. « On a eu des réponses très constructives. Les parents évoquent la création d'un espace de parole

destiné aux familles et aux professionnels. Réclament une meilleure formation des auxiliaires de vie et des enseignants, des aides spécifiques, humaines et financières », détaille Marie-Françoise Lipp. De cette expérience unique, la ville a fait un livre, *Vivre avec un autisme* (1), sorti il y a peu, dans lequel se déploient des portraits de personnes autistes dans leur quotidien.

En pointe sur le sujet, Fontenay poursuivra son engagement, malgré les fortes inquiétudes des élus sur les effets néfastes de la métropole. « Les budgets et les compétences de la ville sont remis en question. Pas sûr qu'on aurait pu faire tout cela, avec autant de liberté, dans le contexte actuel », lâche l'adjointe. En 2014, la France a été condamnée pour la cinquième fois en dix ans par le Conseil de l'Europe pour discrimination à l'égard des enfants autistes, pour défaut de scolarisation et de formation professionnelle. Même si, en dix ans, le taux de scolarisation de ces enfants est passé de 10 à 20 %, « la France tarde à prendre au sérieux l'autisme. Il faut donc continuer à mobiliser. Et à agir, au moins au niveau local », conclut Marie-Françoise Lipp. ■

I. D.

(1) *Vivre avec un autisme. Parcours de vie de la personne autiste et de sa famille*, textes de Florence Haguener, 384 pages, 16 euros.



Notre hors-série

La biographie complète de Nelson Mandela.
Les lieux symboliques en Afrique du Sud.
Son engagement pour la démocratie. Sa pensée.
Son héritage. Pourquoi l'Humanité a été
de tous ses combats...

En exclusivité : le poster d'une œuvre originale d'Ernest Pignon-Ernest

☐ Je souhaite recevoir le hors-série Nelson Mandela, au prix de 8 € + 2 € de frais de port (valable uniquement pour la France métropolitaine) par exemplaire, soit : 10 € x = euros.

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Ville.....

Téléphone.....

Adresse e-mail.....

8€

Renvoyer impérativement ce bulletin accompagné du règlement (chèque à l'ordre de l'Humanité) à : l'Humanité/Service diffusion militante, 5, rue Pleyel - Immeuble Calliope - 93528 Saint-Denis Cedex. Téléphone : 01 49 22 73 47 (42). Également disponible sur : www.humanite.fr

Une planète et des hommes

FESTIVAL WEB DE DOCUMENTAIRES «VERTS»

Jusqu'au mercredi 30 avril, le Greenupfilmfestival.com vous invite à découvrir en ligne et à voter pour l'un des dix films consacrés à la défense de l'environnement. L'événement Web a pour but de « bâtir une société plus humaine, sociale et écologique ».

317 MILLIONS

C'est, en euros et selon Observ'ER, la baisse des financements d'actifs éoliens enregistrés en France entre 2011 et 2012 (20 projets financés contre 35 en 2011).

POLLUTION

Un nuage de soupçons flotte sur Strasbourg

En grève depuis vingt-sept jours, les salariés de l'usine d'incinération de Strasbourg mettent en lumière les failles dans la surveillance publique des émissions de fumées polluantes. Ils viennent d'obtenir du préfet du Bas-Rhin la saisie de la justice et une enquête sur la réalité des émissions de polluants par l'exploitant.

Combien de dioxydes et autres produits cancérigènes l'usine d'incinération de Strasbourg laisse-t-elle échapper ? Nul ne le sait exactement : ni l'exploitant ni les autorités chargées de veiller sur la santé des habitants. Seule certitude, le cœur de l'outil strasbourgeois se dégrade. Le carnet de quart en témoigne : le nombre d'incidents de chaudières a atteint 90 en 2013. Du 1^{er} janvier au 20 mars 2014, la CGT en totalise encore 15. En mai 2013, les salariés avaient fait grève et obtenu la promesse d'un investissement de trois millions d'euros dans l'année pour moderniser les chaudières. Promesse non tenue. Du coup, ils se sont remis en grève, à l'appel de la CGT, le 21 mars pour protester contre leurs conditions de travail, exiger des mesures de sécurité, obtenir des hausses de salaires. Depuis vingt-sept jours, l'usine est à l'arrêt.

La modernisation des chaudières a été repoussée.

Basée en Mayenne et spécialisée dans le traitement des déchets, l'entreprise Sécure Environnement pensait faire une bonne affaire, en juin 2010, lorsqu'elle a gagné l'appel d'offres pour exploiter cet incinérateur en délégation de service public. Pour vingt années, elle obtenait le droit d'incinérer les ordures ménagères de la communauté urbaine de Strasbourg (CUS). Plus de 420 millions d'euros de chiffre d'affaires étaient promis sur la période à sa filiale Sénerval, créée pour l'occasion. L'économie privée et l'écologie mariées pour appliquer les préconisations du Grenelle de l'environnement en matière d'incinération. L'union semblait prometteuse.

Trois années plus tard, la belle image s'effrite. Avec l'aide de subventions publiques, Sénerval a investi 13,7 millions d'euros dans un réseau de chaleur inauguré en décembre 2013. Mais

la modernisation des chaudières installées en 1974 a été repoussée. Un seuil critique est atteint pour les électrofiltres chargés de dépoussiérer les fumées de combustion. Ils subissent la vétusté des chaudières et s'encrassent.

Postées par la CGT, des vidéos, visibles sur l'Humanite.fr, montrent des ouvriers s'activant, en décembre 2013, sous des nuages de cendres. Leurs combinaisons ne sont pas adaptées à ces travaux, ni leurs masques. Pourtant, le 2 décembre 2013, la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Dreecte) d'Alsace avait mis en demeure Sénerval de ne plus exposer les salariés au « risque chimique ».

Des ouvriers sans protections adaptées

Sénerval reconnaît des pannes à répétition, mais prétend qu'elles ne menacent pas la santé des ouvriers. Difficile à croire quand des ouvriers sans protections adaptées évoluent dans des nuées de cendres chargées de dizaines d'éléments cancérigènes qui n'ont pas été traités. Quant aux fumées qui s'échappent par la cheminée, c'est l'inconnue. Certes, comme l'exige la réglementation, Sénerval adresse à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) des moyennes mensuelles d'émissions de polluants. Mais celles-ci masquent des pics d'émissions qui concentrent des produits dangereux sur un laps de temps court.

Plus grave, les mesures de la pollution n'intègrent pas les émissions qui surviennent pendant que les fours connaissent des dysfonctionnements. Pendant ces périodes, les fours continuent d'émettre des polluants, mais au lieu que les fumées de combustion passent par la cheminée, elles empruntent un deuxième circuit d'évacuation dans lequel elles ne sont pas traitées. Présent sur tous les



DANS L'USINE STRASBOURGEOISE D'INCINÉRATION D'ORDURES MÉNAGÈRES, LES INCIDENTS SE MULTIPLIENT. 90 EN 2013, ET LA CGT EN TOTALISE ENCORE 15 DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE. PHOTO FRÉDÉRIC MAUGOTUREA

incinérateurs, ce circuit alternatif n'est bizarrement pas expliqué dans la réglementation qui autorise pourtant soixante heures d'indisponibilité annuelle des mesures de traitement des fumées. Et rien ne limite les quantités de polluants émis durant ces périodes d'indisponibilité. Facile alors pour un exploitant d'incinérateur d'afficher un respect formel des normes quand celles-ci excluent des mesures une bonne partie des pollutions. « C'est un peu comme casser le thermomètre », résume Atef Labben, délégué syndical CGT. Il en découle une conclusion dérangeante : à ce jour, personne ne sait exactement combien de pol-

luants sont émis par l'usine d'incinération de Strasbourg.

Mardi, les grévistes défilaient en ville. Ils voudraient que la grève soit requalifiée en droit de retrait pour danger grave et imminent pour leur santé. Les manifestants se sont rendus au siège de la CUS, propriétaire de l'usine. Son nouveau président, Robert Hermann (PS), n'a pas voulu les rejoindre. Dommage, car il aurait pu se réjouir avec eux d'une première victoire : le préfet du Bas-Rhin a saisi la justice et demandé à la Dreal de vérifier la réalité des émissions de polluants par Sénerval. ■

ALAIN PETER

130
C'EST LE NOMBRE
D'INCINÉRATEURS
QUE LA FRANCE
POSSÈDE.
SOIT LE PLUS GRAND
PARC D'EUROPE.

Une planète et des hommes

NUCLÉAIRE

L'IRSN réactive la défiance sur la contamination du fort de Vaujours

Les mesures effectuées en février dernier par l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) sur l'ancien site du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) révèlent, en un point précis, un niveau de radioactivité 10 à 20 fois supérieur à celui du niveau naturel.

Les mesures étaient censées calmer le jeu : elles n'ont fait qu'alimenter la défiance. L'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) a rendu public, hier, les résultats des calculs de radioactivité effectués le 25 février au fort de Vaujours (Seine-Saint-Denis), ex-site du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) installé à une brasse de kilomètres de Paris. Bilan des courses : en un point de l'édifice – mais un point ô combien symbolique – les valeurs relevées sont de l'ordre de 10 à 20 fois supérieures à celles du niveau naturel. Sans être symptomatique d'un degré général de dangerosité, le relevé témoigne « de la présence d'une radioactivité ajoutée à celle naturellement présente », précise le rapport. Lequel ravive la défiance d'acteurs locaux, qui furent depuis longtemps que la décontamination du fort est loin d'être intégrale. « Voilà trois ans que l'on nous dit que nous sommes des affabulateurs », tempête Christophe Nédélec, responsable du collectif Sauveons la Dhuis. « Aujourd'hui, les organismes qui nient ce que nous avançons sont obligés de reconnaître les faits. » Une simple question, interroge quant à lui Grégory Jurado, conseiller municipal du Front de gauche, plongé dans le dossier depuis 2009 : « Comment une zone censée être dépolluée depuis 2002 peut-elle s'avérer contaminée, et qu'est-ce que cela indique concernant le reste du site ? »

En 2010, Placoplatre, filiale de Saint-Gobain, rachète 30 hectares du site

Retour au tout début de l'histoire, en 1997, quand le CEA décide d'abandonner le site où, depuis 1955, il pratique des tests de détonateurs



FORT DE VAUJOURS. POUR LES ACTEURS LOCAUX, LA DÉCONTAMINATION EST LOIN D'ÊTRE INTÉGRALE. PHOTO NICOLAS MARQUES/REXUS PRESS

de bombes atomiques. Des tirs en plein air, d'abord, puis à couvert, dans des casemates, au cours desquels est manipulé de l'uranium appauvri. Tout cesse quand Jacques Chirac, alors président de la République, décide de mettre un terme aux essais nucléaires. En 1998, le CEA dépose son dossier d'abandon.

En 2002, le site est partiellement décontaminé – 1000 m² sur une surface de 45 hectares –,

sans que cela rassure totalement ceux qui s'inquiètent. Puis l'histoire tombe dans l'oubli. Jusqu'en 2010. Cette année-là, Placoplatre, filiale de Saint-Gobain, rachète 30 hectares du site pour y étendre sa carrière de gypse. Suspicieuses, des associations pénètrent le périmètre du fort pour y faire des relevés : l'un d'eux, effectué au point dit CEA1, situé dans une des casemates, révélera une radioactivité 33 fois

supérieure à celle du niveau naturel. C'est sur lui que se focalisent, depuis, toutes les polémiques. IRSN, ASN et autres organismes d'expertises – singulièrement Burgeap Nudac, mandaté par Placoplatre – considèrent la mesure non recevable. Seule la Criirad (Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité) juge qu'il mérite attention.

Un fragment de mur tombé au sol réagit les compteurs

Face à la dispute, le 25 février, l'ASN sollicite l'IRSN et une association indépendante, auxquelles se joindra la Criirad, pour reprendre des mesures sur les lieux. Et là, bip-bip... certains compteurs sonnent aux contacts du point CEA1. Un fragment de mur tombé au sol fait également réagir les compteurs. L'échantillon est confié pour analyse à l'IRSN d'abord, puis à la Criirad. Rendu hier, leur rapport à toutes deux confirme que la particule est bien de l'uranium et met en évidence la présence de radioactivité ajoutée sur le point CEA1, ainsi que sur un autre, situé hors protocole d'expertise.

Fort de ce constat, l'ASN recommande à Placoplatre de prendre les mesures « pour assurer la protection des travailleurs et de l'environnement ». Associations et Front de gauche exigent, eux, le gel des travaux le temps de pousser les investigations. « Est-il raisonnable d'exploiter 30 hectares à ciel ouvert, alors qu'il est clair aujourd'hui que nous n'en connaissons pas tout ? », conclut Grégory Jurado. ■

MARIE-NOËLLE BERTRAND

LES CRITÈRES DE DÉCONTAMINATION NE GARANTISSENT PAS UN ÉTAT RADIOLOGIQUE ACCEPTABLE EN VUE D'UN USAGE FUTUR DU SITE, ESTIME LA CRIIRAD.

Nucléaire L'Autorité de sûreté (ASN) veut devenir le vrai gendarme de la filière

Le président de l'ASN a réclamé, ce mercredi devant la presse, des « pouvoirs de sanction supplémentaires ». « Nous avons une arme réelle, la capacité, que nous avons en propre, d'arrêter à tout moment une installation nucléaire en cas de danger. Mais nous manquons très clairement de capacités de sanctions intermédiaires », a souligné Pierre-Franck Chevet. On comprend mieux sa demande à la lecture du rapport annuel rendu par l'ASN mardi. Derrière la situation « globalement assez satisfaisante » en France, l'Autorité met en lumière des canards boiteux dans la filière française. De plus, l'ASN souligne « l'accroissement inéluctable de ses tâches », du fait du vieillissement des installations nucléaires et de la transition énergétique. Autant de raisons pour l'instance de devenir le vrai gendarme de la filière, muni du droit de distribuer des amendes à des exploitants qui ne corrigent pas des situations anormales. La prochaine loi sur la transition énergétique pourrait donner lieu à ces changements. ■

S. G.

Agroécologie Le Sénat enrichit le projet de loi d'avenir sur l'agriculture

Les sénateurs ont adopté mardi soir en première lecture le projet de loi d'avenir de l'agriculture. Voté et modifié en janvier à l'Assemblée, le Sénat l'a enrichi. Il adopte ainsi un amendement permettant le principe de compensation en nature de terres agricoles perdues dans le cadre de la politique d'aménagement rural. Un autre amendement s'attache aux produits phytosanitaires et prévoit des sanctions en cas de trafic de pesticides. Le Sénat prévoit aussi un renforcement de contrôle du Parlement sur l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail. Il donne encore son feu vert à la création des groupements d'intérêt économique et environnemental (GIEE), qui encouragent des collectifs d'agriculteurs à s'engager dans l'agroécologie. La loi crée également l'Institut agronomique, vétérinaire et forestier de France. Enfin, les sénateurs confirment et améliorent le rôle des Safer (sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural). ■

E. S.

Gaz fluorés Le Conseil européen entérine leur disparition progressive

Les hydrofluorocarbones sont des gaz doublement nuisibles pour l'environnement. Car en plus de s'attaquer à la couche d'ozone, ils participent à l'effet de serre qui conduit au réchauffement du climat. C'est pourquoi le Conseil européen vient de programmer, d'ici à 2030, la réduction de deux tiers de l'utilisation actuelle de ce gaz, que l'on trouve notamment comme fluide dans les réfrigérateurs et les climatiseurs. Dès le 1^{er} janvier 2015, les industriels seront obligés d'avoir recours à des substituts, s'ils existent. Si tel n'est pas le cas, il leur faudra suivre des conditions strictes de mise sur le marché, via un nouveau dispositif réglementaire. Et le Conseil a prévu un quota pour la quantité d'hydrofluorocarbones mise sur le marché. Les produits et les équipements présentant des HFC devront être étiquetés. Les États européens devront mettre en place une filière de retraitement, de recyclage et de destruction, via des systèmes de responsabilité du producteur, à l'image de ce qui existe déjà pour les emballages. ■

S. G.

Débats & Controverses

Pacte de responsabilité, baisse du salaire socialisé, austérité... Le gouvernement organise-t-il la faillite de notre système de santé?

Il faut se battre pour la Sécurité sociale

Par Jean-Michel
Cano,
délégué CGT
à la CNAM-TS.

avec le pacte de responsabilité, le gouvernement organise un recul sans précédent du financement de la Sécurité sociale. Notre pacte social repose sur la Sécurité sociale avec ses principes fondateurs d'universalité, d'unicité, de démocratie et sur la prise en compte de la création de richesses par le monde du travail et de son partage.

Depuis 1945, le patronat n'a eu de cesse de remettre en cause les salaires des travailleurs qu'il qualifie de « coût » en le baissant massivement et en nous précipitant ainsi encore plus dans la crise. Dans le même temps, il organise le transfert vers le capital en assurant un déséquilibre intolérable et en mettant en danger le financement de notre Sécurité sociale. Par le pacte de responsabilité, le gouvernement décide de briser le pacte social et répond aux exigences du patronat : moins de cotisations sociales donc moins de salaire.

Il crée donc une rupture avec le monde du travail, en baissant le salaire socialisé et en rompant le lien entre la création de richesses au sein des entreprises et le financement de la Sécurité sociale. Le transfert vers l'impôt de la cotisation sociale fragilise et rend la Sécurité sociale dépendante du budget de l'État.

« Zéro charges » pour les salariés payés au Smic, c'est condamner des millions de salariés aux bas salaires, à la précarité, au mal-vivre, à la pauvreté et à la déqualification du travail. Transférer une partie des cotisations sociales vers la fiscalité au prétexte d'augmenter le pouvoir d'achat des salariés modestes est un leurre et le présenter comme un moyen d'augmenter le salaire net relève de la supercherie. Ces cotisations sociales représentent une partie du salaire « socialisé » qui permet à chacun de contribuer en fonction de ses moyens et de recevoir selon ses besoins.

Le réel salaire des travailleurs est le salaire socialisé (ou salaire brut) composé, d'une part, des cotisations sociales pour garantir collectivement les aléas de la vie, le vivre-ensemble, notre politique de santé et de solidarité, des prestations sociales et, d'autre part, du salaire net.

Augmenter le salaire net en diminuant les cotisations sociales, c'est moins de Sécurité sociale. C'est organiser la privatisation de la Sécurité sociale qui sera accessible aux plus favorisés et laissera de côté nombre de salariés des classes populaires.

Les cotisations sociales sont immédiatement redistribuées sous forme de prestations sociales. En dehors du système boursier, elles ne profitent pas aux grands financiers et aux spéculateurs. Demain, ils pourront en être les bénéficiaires et en tirer un maximum de profits car augmenter artificiellement le salaire net d'une quarantaine d'euros, c'est être obligé de dépenser beaucoup plus demain au profit d'assurances privées.

Le meilleur moyen d'augmenter le pouvoir d'achat, c'est d'augmenter le Smic et le point d'indice des fonctionnaires.

Trente milliards de cadeaux supplémentaires au patronat sans condition, sans contrôle ni engagement en termes de politique d'emplois et de salaires, qui s'ajouteront aux 200 milliards d'aides, exonérations, niches fiscales et sociales dont les patrons tirent un maximum de profits quand le

nombre de chômeurs explose et que le pouvoir d'achat est en régression !

En janvier 1944, Ambroise Croizat, ministre des travailleurs, déclarait : « Désormais, nous mettrons définitivement l'homme à l'abri du besoin. Nous le libérons des peurs du lendemain », et en 1950 : « Jamais nous ne tolérerons que soit rogné un seul des avantages de la Sécurité sociale. Nous défendrons à en mourir et avec la dernière énergie cette loi humaine et de progrès. » Il ne saurait en être différemment en 2014 !

La privatisation rampante de notre système de santé



Par Frédéric
Pierru,
chercheur
en sciences
sociales
et politiques
(CNRS-Ceraps),

et Christine
Rolland,
sociologue
de la santé et
des politiques
sociales.

sées que depuis quatre ans. L'objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) est tenu chaque année, alors même que son taux de progression ne cesse d'être revu à la baisse. Le problème financier de l'assurance maladie ne vient certainement pas d'une explosion des dépenses de soins ; il est la conséquence de la récession-stagnation économique qui tarit ses recettes. À cet égard, les exonérations massives de cotisations sociales annoncées par l'exécutif ris-

Est-ce un mauvais présage ? Lorsque la composition du nouveau gouvernement fut annoncée, le portefeuille de la santé ne fut attribué à personne. Ou plutôt, il était implicitement compris dans celui, beaucoup plus vaste, des affaires sociales, attribué à la ministre reconduite, et pourtant nombre de fois critiquée, Marisol Touraine. Par contre, la santé ne fut pas oubliée lors du discours de politique générale du nouveau premier ministre, Manuel Valls : pas moins de dix milliards d'euros d'économies doivent être réalisés dans les trois prochaines années. Plus que jamais, l'assurance maladie se résume à un « trou » dont les experts et les médias crates patentés ne cessent d'exprimer leur effroi devant la profondeur « abyssale ». Dans un tel contexte de rigueur déniée, on voit mal comment la grande loi santé, dans le sillage de l'annonce de la stratégie nationale de santé, pourra apporter son lot de progrès sanitaire.

Contre les discours alarmistes et déclinistes stigmatisant, à longueur d'éditions et d'émissions audiovisuelles, l'inconséquence des Français-e-s en matière de soins et de santé, il convient de rappeler que jamais les dépenses d'assurance maladie n'ont été aussi

quent d'empirer cette situation, tant l'État peut rechigner à compenser totalement celles-ci par des recettes fiscales pérennes. Dans ce cadre politique biaisé, les docteurs Diafoirus de la baisse des dépenses publiques redoublent d'inventivité. N'importe quel éditorialiste ou « expert » venu semble avoir une idée sur le sujet, idée aussitôt étiquetée de « bon sens ».

C'est à se demander pourquoi on n'y avait pas pensé plus tôt. C'est la Cour des comptes qui a ouvert le bal en annonçant que l'on pourrait réaliser au bas mot cinq milliards d'économies en favorisant l'ambulatoire (notamment la chirurgie ambulatoire) aux dépens de l'hospitalisation classique. Comment est-elle arrivée à ce chiffre ? Mystère. Comme les choses sont simples vues de la rue Cambon ! Cette « vision » est accompagnée d'un mantra psalmodié par différents experts : « Dans les années qui viennent, l'hôpital sera de moins en moins un hôtel et de plus en plus un aéroport. » Quelle modernité ! Sauf que le « virage ambulatoire » - lequel, au passage, a été pris depuis bien longtemps - risque d'être plus compliqué à négocier. Ainsi, non seulement l'hospitalisation de jour et la chirurgie ambulatoire supposent une réorganisation profonde du travail hospitalier, déjà sous tension, mais elles ne sont envisageables que pour certaines catégories de patients. Ainsi, une personne âgée ou isolée ne pourra être renvoyée chez elle après une opération dès lors qu'elle n'a pas de soutien familial et des conditions de vie satisfaisantes. Par ailleurs, il faudrait ne pas oublier que si l'hôpital public occupe une position centrale dans notre offre de soins, c'est parce qu'il y a de gros problèmes en amont et en aval.

En amont, la dérégulation de la médecine de ville - augmentation des restes à charge liée au recul du taux de couverture des dépenses de soins courants par la Sécurité sociale et à la banalisation des pratiques de dépassements d'honoraires, inégale répartition de médecins dont le nombre en exercice est en baisse et dont le temps exclusivement dédié aux soins est rogné par les tâches administratives - alimente l'engorgement des urgences. Autrement dit, avant de penser à faire maigrir l'hôpital, il conviendrait peut-être de s'assurer que les conditions de prise en charge en médecine de ville sont satisfaisantes en tout point du territoire et pour tous les types de patients. En aval, il existe nombre de goulots d'étranglement pour la prise en charge des personnes fragiles, âgées, atteintes d'affections chroniques ou psychiatriques, ou encore confrontées à des situations de précarité. Dès lors, celles-ci « encombrement » les lits d'hôpitaux et absorbent le temps rare de soignants contraints de téléphoner pendant des heures pour trouver des moyens de faire sortir ces patients. Tout le monde parle du « parcours de soins » comme panacée, mais en la matière beaucoup reste à faire, et cela prendra beaucoup plus de temps que les trois prochaines années. D'autant que les secteurs

social et médico-social risquent eux aussi de faire les frais de la rigueur budgétaire !

Des pistes d'économies plus intéressantes sont à rechercher du côté du médicament, notamment la promotion des génériques. Mais ici le chantage à l'emploi risque assez rapidement de tempérer les ardeurs gouvernementales. D'ailleurs dans le chœur des « austéritaires », les voix patronales n'ont pas tardé à se faire entendre. Le 9 avril, le Medef a publié ses propositions pour réaliser pas moins de 15 à

LE PCF DÉNONCE LE PACTE DE RESPONSABILITÉ

Décidément, ce pacte est inacceptable, il n'est ni responsable, ni solidaire. Au contraire, la gauche doit mener une politique de reconquête de la sécurité sociale. Il faut agir pour une sécurité sociale qui rembourse à 100 % les soins prescrits, développer le service public hospitalier (...). Il faut agir pour une sécurité sociale universelle, et non la piller.

Débats & Controverses

20 milliards d'euros d'économies. Pourquoi, en effet, ne pas être ambitieux ? Comme toujours, la dramatisation du « trou » permet d'avancer les pions de la privatisation rampante du système de santé français : pas touche à la médecine libérale, à l'industrie pharmaceutique ou aux cliniques privées. Non, comme toujours, la solution consiste à « responsabiliser » les assurés sociaux en accroissant la place des assureurs et des offreurs privés de soins. Car, eux, participent à la « croissance » et au rebond de la « compétitivité », au contraire de ces poids morts économiques que sont l'hôpital public et la Sécurité sociale. Pourtant, depuis dix ans, le capitalisme sanitaire n'a cessé de progresser. Mais l'austérité affichée par le gouvernement constitue une formidable opportunité pour accélérer le dépeçage de la bête. ♦

L'hôpital, c'est vital !



Par Catherine Fayet, infirmière, secrétaire du syndicat SUD santé sociaux 91.

Jeudi 10 avril, la Fédération hospitalière de France, regroupant les directeurs et les employeurs des hôpitaux et des maisons de retraite publiques, annonce sept mesures pour réaliser 5 à 7 millions d'euros d'économies en cinq ans dans le secteur de la santé. Se félicitant de « la remarquable capacité d'adaptation » de ces établissements, nos dirigeants hospitaliers se posent ainsi en véritable bras armé du gouvernement en apportant leur pierre à l'édifice solidaire du plan d'économies de 50 milliards d'euros annoncé par Manuel Valls.

C'est un effort sans précédent pour tous les salariés du secteur hospitalier qui souffrent déjà des dégâts des réformes successives en matière de politique de santé : loi hôpital, patients, santé, territoire (HPST), tarification à l'activité (T2A),

21 MILLIARDS D'EUROS FONCTIONNÉS SUR LA SÉCURITÉ SOCIALE. PACTE DE RESPONSABILITÉ OBLIGE...

restructurations hospitalières. Les personnels restent la principale cible, véritable variable d'ajustement pour réduire les déficits budgétaires de nos hôpitaux : le déficit cumulé des centres hospitaliers universitaires et régionaux est évalué à 163 millions d'euros en 2013 contre 116 millions d'euros en 2012. Pourtant les plans d'économies budgétaires imposés par les agences régionales de santé aux établissements hospitaliers depuis ces dix dernières années ne marchent pas : la dette des hôpitaux publics a triplé en dix ans. Déjà malade de trop d'économies, l'hôpital va agoniser avec ce trop d'austérité, à croire que l'idéal de nos dirigeants et de la FHF serait un hôpital sans soignants ni patients !

L'Essonne, département de Manuel Valls, illustre bien les dégâts d'une politique de santé qui ne connaît que la logique comptable pour gouverner. Ici, les restructurations hospitalières et les plans d'économies budgétaires se sont heurtés aux résistances et à la mobilisation des personnels, des syndicats et des usagers. Depuis un an, quelques petites victoires ont été remportées pour défendre le service public de santé : réouverture de la maternité de proximité de Dordan, sauvetage des lits de néonatalogie à Longjumeau... Enfin, après cinq ans de bataille initiée par les organisations syndicales, le plus gros contrat de partenariat public-privé (PPP) hospitalier signé en 2006 entre le constructeur Eiffage et le Centre hospitalier sud-francilien est dénoncé par l'État. Trop coûteux pour la collectivité publique (coût total de l'opération : 1,2 milliard d'euros), pas assez fonctionnel (plus de 8 000 malfaçons relevées en 2011 sur le chantier avant le déménagement des services), trop rigide et non adapté pour un hôpital de 1 000 lits, Eiffage s'est révélé incapable de s'adapter aux normes réglementaires en matière sanitaire. Aujourd'hui, l'hôpital devient propriétaire des murs et retrouve la maîtrise totale de la maintenance et de l'exploitation du bâtiment. La sortie de ce PPP imposé par le ministère de la Santé en 2003 aura coûté cher au contribuable : si l'hôpital avait choisi une maîtrise d'ouvrage publique, le coût global de l'opération aurait été de 757 millions d'euros (rapport de la chambre régionale des comptes en 2010) : l'État aurait réalisé une économie de 600 millions d'euros. ♦

LA CHRONIQUE DE PIERRE-LOUIS BASSE



Extension du domaine du vide !

Vous allez dire que j'exagère ! Et puis très vite, je vous fiche mon billet que vous serez d'accord avec moi. Il suffit juste de sortir de chez soi. Le nez au vent, et hop, on réalise la grande arnaque. Début de semaine chez Leroy Merlin. Grand magasin des Halles. Rien d'enchanté, mais quand on déménage, il faut bien chiner quelques solides cartons qui soigneront mes livres. Leroy Merlin. Vous me suivez ? L'enseigne tout à fait à la pointe quand il s'agit de faire bosser ses employés le dimanche. Un truc moderne il paraît. Très bon n'est-ce pas pour l'harmonie du couple et la culture. Et il y a mieux en magasin : l'automatisation à outrance.

Cette modernité imbécile qui transforme, avec le sourire, les salariés en Belphegor de rayons abandonnés. Il faut le voir pour le croire. Le pratiquer surtout, un début de semaine de l'an 2014. Une seule employée, charmante et en panique, virevolte et s'efforce de rassurer les clients qui suffoquent devant des machines

qui ont remplacé les hommes. « Oui, Carte bleu, c'est cela... Oui, pesez vous-même votre produit... Oui, la machine est d'accord... » Un type assez patibulaire et qui monte la garde devant la boutique en sous-sol demeure le dernier vestige d'humanité. Un trentenaire cravaté - très très dans la tête - m'explique docilement que

Comment s'y retrouver quand le virtuel ne cesse de chevaucher avec la réalité des choses ?

la prochaine étape, dès demain, c'est le portable qui parle directement. Ben voyons. Je me souviens de nos rires, sous cape, quand nous lisions Huxley et son *Meilleur des mondes*, ou quand nous discutions, fort tard, de l'échec orwellien de 1984. Nous y sommes les amis. Nous approchons du Graal. Ce terrible progrès - au nom de la performance et de la haute technologie - qui s'apprête à effacer durablement l'être humain. Comme effacé à la craie. Étrange banquet en vérité. Platon n'y retrouverait guère ses convives. Comment vivre dans un tel monde ? Comment s'y retrouver quand le virtuel ne cesse de chevaucher avec la réalité des choses ? Je n'ai pas fait trente pas à l'air libre que le journal du soir me donne d'autres nouvelles aussi étranges, du côté de Nantes, ma ville de cœur et d'aventure : 350 salariés de la Seita, sur le carreau. Une usine qui va fermer à Carquefou, dans la banlieue nantaise. Mes toutes premières Gauloises bleues qui partent en fumée. Me revient la voix d'Yves Simon chantant la jolie fumée. Mais fumer tue. Surtout les emplois de Carquefou. Pour qui ? Pour quoi ? Une nouvelle délocalisation voulue par les patrons anglais. Les Gauloises en Pologne !

Bientôt, la machine nous demandera un euro. Dans l'oreille, elle nous dira merci. Le vide ne connaîtra jamais la crise... ♦

Après les élections municipales, quel avenir pour la gauche ?

Un vaste chantier pédagogique à mener

Par Michel Debruyne, USR CGT Var.

Les journées électorales des 23 et 30 mars 2014 seront à inscrire dans l'histoire républicaine comme une débâcle de la gauche, un de ses pires cauchemars. Le PS et dans une moindre mesure EELV, le PCF, le Front de gauche ont subi une déroute électorale qui traduit tout à la fois un désaveu politique, une colère résignée, un cri énorme de souffrance et une aspiration sincère et dévouée pour une société faite de justice et de solidarité.

Les espérances soulevées au printemps 2012 ont été ensevelies sous les réformes du libéralisme, emportées par les discours consensuels et les alliances et stratégies contre nature. Deux ans après, les ouvriers et employés qui avaient permis la victoire contre le sarkozisme sont retournés grossir les rangs des abstentionnistes. Le constat d'échec est amer. Le bilan est douloureux.

L'austérité libérale, qui aggrave les inégalités, et l'arrogance de l'argent sont devenues insupportables pour des millions de citoyens confrontés au chômage, aux difficultés financières, aux renoncements et aux reculs sociaux. En tournant le dos à ses engagements, le président de la République a précipité des millions de salariés et retraités dans une défiance du politique et des institutions et il contribue à nourrir un désespoir propice à toutes les récupérations.

Mais plutôt que de jeter l'opprobre sur ceux qui ont quitté le fleuve de l'espérance, ne faut-il pas s'emparer du résultat des municipales pour exiger (imposer) la mise en place d'une véritable politique sociale et solidaire qui passe impérativement par une autre répartition des richesses créées par le travail salarié, par une remise en cause de la toute-puissance financière et patronale sur l'économie, par une démocratie qui, à tous les échelons (entreprises, territoires, assemblées),

soit l'affirmation de droits nouveaux et d'un dialogue social renouvelé ?

Combien de salariés et retraités ignorent que chaque année plus de 200 milliards d'exonérations diverses permettent aux patrons du CAC 40 d'encaisser des dividendes qui dépassent aujourd'hui les investissements nécessaires au pays, que ces dividendes sont de l'argent improductif à l'emploi et au développement ? Combien de salariés et retraités ignorent que les glâches financières servent à alimenter la destruction de l'appareil industriel ? Un vaste chantier pédagogique est à reconstruire. Il est possible de redonner la priorité à la justice sociale, mais cela engage à revoir les modes de production et leurs finalités. Pour construire de nouvelles solidarités, l'intervention revendicative et citoyenne est non seulement indispensable, elle est structurante pour construire une nouvelle démocratie. Le 12 avril porte en lui tous les ferments de la révolte et du renouveau. ♦

Europe - les enjeux Chaque jeudi

DÉFLATION

Le dogme de l'euro fort ébranlé

Alors que les ravages du virus austéritaire s'étendent, le président de la BCE envisage, pour la première fois, d'agir contre l'appréciation de la devise. Un formidable encouragement à changer vraiment l'euro.

Le taux de change très élevé de l'euro, qui caracole depuis le début du mois d'avril entre 1,38 et 1,40 dollar, rend Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne (BCE), de plus en plus fébrile. Pour la première fois, il a reconnu le 12 avril à Washington à l'occasion des réunions de printemps des institutions financières internationales (FMI et Banque mondiale) que le phénomène n'était pas signe de bonne santé de la zone euro mais pouvait au contraire lui porter des préjudices terribles, en accélérant la propagation de la peste de la déflation.

Le président de la BCE juge en effet que la montée de la monnaie unique contribue à la longueur de la hausse des prix dans la zone euro (seulement 0,5 % en mars dernier contre 0,7 % le mois précédent). Un euro fort déprécie en effet le coût des produits importés. Ce qui fait mécaniquement baisser les prix sur les marchés européens. D'après les calculs des services de la BCE, l'appréciation de la devise européenne depuis le début de l'année 2013 aurait contribué à réduire ainsi le taux d'inflation de 0,5 point. Et Mario Draghi se dit prêt à intervenir : « Une poursuite de l'appréciation du taux de change de l'euro, a-t-il dit à Washington, pourrait nécessiter une action monétaire. »

Cette critique des dégâts occasionnés par un euro « anormalement fort » prend d'autant plus de relief qu'elle est tout à fait neuve. Jamais le banquier central en exercice ou ses prédécesseurs n'avaient fait la moindre allusion de ce type. Et cela pour une raison évidente : l'euro a été conçu comme une monnaie forte, destinée à attirer le maximum de capitaux sur les places financières du Vieux Continent. Les États-Unis, qui jouent du dumping monétaire en s'appuyant sur les privilèges du dollar, peuvent ainsi pousser vers le haut le cours de la devise européenne alors que, paradoxe, l'Europe affiche une croissance léthargique.

Surtout, le dogme de l'euro fort nourrit, en interne, le virus déflationniste. Celui-ci prospère sur les politiques austéritaires, présentées comme le moyen d'assainir les finances publiques des États membres, singulièrement celles des pays d'Europe du Sud, placés depuis des mois au pain sec et à l'eau par une troïka composée de l'UE, du FMI et de... la BCE. Étranglant les salaires, tuant l'emploi, ces politiques restrictives provoquent un effondrement du pouvoir d'achat, donc de la demande intérieure, donc des prix puis des investissements, poussant ainsi la zone euro dans une spirale infernale.

Berlin toujours déterminé à imposer à ses partenaires l'orthodoxie monétaire

Si l'euro fort réduit le prix des produits importés, il pénalise lourdement la compétitivité des exportations européennes. Des pays comme la France, spécialisés dans les productions « moyenne gamme », sont plus particulièrement touchés par le renchérissement de la monnaie unique. L'Allemagne, dont les groupes sont davantage positionnés sur les produits

« haut de gamme », en souffrent moins, et ses grands groupes en tirent même souvent avantage. Grâce à l'euro fort les firmes germaniques ont pu en effet acquiescer à très bon compte des entreprises dans leur « Hinterland » est-européen. Les pièces qu'ils peuvent y facturer à vil prix en devise locale sont en effet importées puis montées et assemblées outre-Rhin avant d'être exportées sur le marché mondial avec l'estampille « made in Germany ».

Du cousu main pour les champions du monde de l'exportation. Et on comprendra, au passage, pourquoi Berlin reste si déterminé à imposer à ses partenaires le respect des dogmes monétaristes et restrictifs, d'ailleurs déduits pour l'essentiel de ceux de l'ex-Bundesbank. Seulement aujourd'hui l'exacerbation des contradictions induites par ce « modèle allemand » pousse tellement l'Europe au bord du gouffre que Mario Draghi lui-même en vient à envisager d'inter-

1,384 DOLLAR
C'ÉTAIT LE COURS DE L'EURO, HIER APRÈS-MIDI, EN PROGRESSION DE 0,22 %.



ALORS QUE L'EURO FORT RÉDUIT LE PRIX DES PRODUITS IMPORTÉS, IL PÉNALISE LOURDEMENT LA COMPÉTITIVITÉ DES EXPORTATIONS EUROPÉENNES. PHOTO DOMINIQUE FAGET/AFAP

venir contre l'euro fort. De quoi conforter les partisans d'une transformation radicale, sociale et solidaire, du système européen, miné aujourd'hui par le poison de l'austérité. Cette alternative frappe à la porte avec d'autant plus d'insistance que le tabou verbalement brisé par le grand argentier montre combien elle correspond à un défi hyperactuel. Et se situe donc en pleine résonance avec le prochain scrutin européen. Il faut enfin ne plus hésiter à activer la planche à billets. Dans le sens du bien commun européen. C'est-à-dire en accordant des crédits avec des taux d'intérêt d'autant plus faibles qu'ils serviront des investissements porteurs d'emplois, de formation, de recherche, de nouveaux services publics ou d'une véritable protection de l'environnement. Il est plus que temps de répondre à l'appel du neuf en faveur d'une refondation de l'Europe. ■

BRUNO ODENT

GRÈCE, PORTUGAL, ESPAGNE ET CHYPRE DÉJÀ TOUCHÉS

L'institut statistique européen, Eurostat, a confirmé hier que l'inflation dans la zone euro, à 0,5 % en mars, a ralenti pour le sixième mois d'affilée et se trouve ramenée au niveau de 2009, au lendemain du krach mondial. Grèce (-1,5 %), Chypre (-0,9 %), Portugal (-0,4 %) et Espagne (-0,2 %) sont déjà rattrapés par la déflation (baisse des prix, de l'investissement, de l'emploi et des salaires). L'inflation faiblit aussi à un niveau historiquement bas en mars en France (0,7 %). En Allemagne, où l'institut Destatis a enregistré une baisse des salaires réels en 2013, les prix affichent aussi le mois dernier un gros coup de fatigue (0,9 %).

Chaque jeudi Europe - les enjeux

DÉTACHEMENT DES TRAVAILLEURS

Lutte contre le dumping, une occasion manquée

La révision de la directive détachement a été adoptée hier par le Parlement européen. Les syndicats avaient demandé une évolution, mais ne sont pas satisfaits du résultat.

La dernière session du Parlement européen pour la mandature 2009-2014 s'achève sur une occasion manquée. Celle de réviser amplement la directive sur le détachement des travailleurs, qui date de 1996. Les syndicats ont poussé fortement en ce sens ces dernières années, après la découverte de nombreux abus de la part d'entreprises, mais aussi de véritables écarts de rémunérations entre salariés (voir L'Humanité d'hier). On parle de détachement lorsqu'une entreprise d'un pays A fait travailler ses salariés dans un pays B. En vertu du texte de 1996, elle n'est contrainte de respecter qu'une partie du droit du travail du pays d'accueil.

Socialistes et Verts ont voté pour la directive adoptée hier

Le Parlement européen a adopté un texte faible hier, qui ne prévoit que quelques contrôles supplémentaires.

Une révision de la directive a été adoptée hier à Strasbourg par 474 voix pour, 158 contre et 39 abstentions. La Gauche unitaire européenne (GUE), où siègent les élus Front de gauche, a voté contre la directive, tandis que les Verts et une grande partie des socialistes (dont les Français) ont pris le parti du « oui », tout comme la droite.

Sur ce dossier, les députés d'extrême droite se sont divisés. Si le FN a voté

contre, certains députés avec lesquels Marine Le Pen compte former un groupe lors du prochain mandat ont voté pour, ou se sont abstenus. Dans les réunions de trilogie entre le Parlement, la Commission et le Conseil (les États), le groupe d'extrême droite EFD a déserté les réunions. Sept députés de ce groupe ont fini par voter en faveur du texte, hier.

« Au mieux, le Parlement européen a échoué à renforcer la mise en œuvre de droits minimums et faibles pour ceux qui travaillent temporairement dans d'autres États membres », se plaignait, hier, la secrétaire de la Confédération européenne

des syndicats, Bernadette Ségol, qui accuse : « Au pire, il réduit la capacité de ces États qui essaient de renforcer cette directive de le faire dans le futur. » La GUE avait déposé plusieurs amendements pour donner plus de moyens aux États pour contrôler les abus. Un amendement qui prévoyait d'étendre la responsabilité des donneurs d'ordres au-delà du seul secteur du bâtiment a été repoussé par 194 voix pour et 451 voix contre. Parmi ces dernières, une grande partie des socialistes (y compris les Français) et la quasi-totalité des Verts. ■

GAËL DE SANTIS



LES DÉPUTÉS GUE ONT DÉPOSÉ DES AMENDEMENTS QUE LES SOCIALISTES N'ONT PAS VOTÉS. PHOTO VINCENT KESSLER/APP

L'ACTEUR

Rideau baissé sur un libéral

Daniel Cohn-Bendit participait hier à sa dernière session du Parlement européen.



Daniel Cohn-Bendit, député européen

Les fédéralistes européens perdent cette semaine leur meilleur bonimenteur. Daniel Cohn-Bendit ne sera présent lors des élections européennes du 25 mai, ni sur

les listes d'Europe Écologie - les Verts en France, ni sur celles des Grünen en Allemagne. S'achevait hier la dernière session parlementaire de celui qui devrait se reconvertir, à soixante-neuf ans, dans le journalisme. Il prévoit cet été de réaliser un documentaire sur le Mondial au Brésil, le football étant après la politique sa seconde passion. À Strasbourg, on ne verra plus certaines scènes. Lors de ses interventions, en salle de presse, les journalistes riaient les uns à la suite des autres, en fonction du

temps que les traducteurs mettaient à traduire dans telle ou telle langue les tirades de l'orateur franco-allemand. Au Parlement européen, Daniel Cohn-Bendit n'a pas été qu'un coprésident de groupe écouté pour sa gouaille. Il y a défendu une conception fédéraliste de l'Union européenne, réclamant toujours plus de pouvoir pour la Commission et le Parlement. Et toujours moins aux États. C'est pourquoi il a fait campagne, tambour battant, pour le oui au traité constitutionnel européen en 2005. Quitte à promouvoir une UE libérale. Et à nouer des alliances, inconnues des Verts français, avec les libéraux. C'est ainsi qu'il a fondé le Groupe Spínelli avec Guy Verhofstadt, candidat des libéraux à la présidence de la Commission européenne. ■

G. D. S.

Hongrie Commémoration controversée du génocide juif par le gouvernement

La Hongrie a lancé mercredi la commémoration des soixante-dix ans du génocide des juifs survenu sous l'occupation nazie, dans un climat de profonde défiance entre le pouvoir et certaines organisations juives. Des cérémonies ont été organisées dans tout le pays à la mémoire des 600 000 juifs hongrois assassinés, dont 150 000 avant l'invasion allemande en 1944. L'année de commémoration s'engage alors que les rapports entre le gouvernement et certaines organisations juives sont plus tendus que jamais. L'inauguration, prévue à Budapest, d'un monument « aux victimes de l'occupation allemande » cristallise le différend, qui a repris après la réélection du premier ministre conservateur et populiste Viktor Orbán le 6 avril. Le mémorial représente la Hongrie sous la forme d'un ange attaqué par un aigle, qui serait l'Allemagne. Son inauguration est prévue le 31 mai. Selon les critiques, il falsifie l'histoire en exonérant la Hongrie de sa propre responsabilité dans l'anéantissement des juifs hongrois. ■

S. A.

Européennes Les leaders du Parlement craignent de perdre leurs sièges

Libéraux, conservateurs et sociaux-démocrates ont fait campagne commune hier au Parlement européen de Strasbourg. Le Français Joseph Daul, chef de file du Parti populaire européen (PPE - droite), ouvre le bal. « Je suis convaincu que si l'Europe succombe aux sirènes populistes et eurosceptiques, ce serait un retour vers le chaos et la guerre », a-t-il déclaré, suivi par le président du groupe Alliance des libéraux et démocrates en Europe (Alde), le Belge Guy Verhofstadt, qui propose de « laisser derrière nous le populisme et le nationalisme » avant d'ajouter doctement : « C'est pour cela que les prochaines échéances seront importantes. » Le chef de file des Socialistes et démocrates (S&D), l'Autrichien Hannes Swoboda, va dans le même sens prédisant une « Europe vulnérable aux attaques des nationalistes si elle s'en tient à une coopération entre États. Le nationalisme nous coûtera la paix sociale, la prospérité et la confiance internationale ». ■

S. A.

Berlusconi Il Cavaliere en maison de retraite... Enfin, pas tout à fait !

Et non, Silvio Berlusconi ne séjournera pas derrière les barreaux. Il avait pourtant été condamné à un an de prison. Mais mardi, la justice milanaise, qu'il a tant honnie, a, à sa demande, décidé qu'il pourrait effectuer sa peine autrement. Sous forme de travaux d'intérêt général, auprès de la Fondation Sacra Famiglia, dans la banlieue de Milan, qui s'occupe des handicapés et des personnes âgées. Cette peine devrait être réduite à dix mois, du fait de remises de peine. « Quelqu'un de moins puissant serait allé en prison pour une condamnation bien moins grave », a pesté son ancien rival Massimo D'Alema (Parti démocrate). Cette décision permettra à Silvio Berlusconi, non plus de se présenter aux élections - cela lui est interdit du fait de sa condamnation -, mais de mener la campagne des européennes. Du mardi au jeudi, il pourra se rendre à Rome. À soixante-dix-sept ans, Silvio Berlusconi est encore incontournable dans la droite italienne. Son parti, Forza Italia, reste crédité de 20 % d'intentions de vote. ■

G. D. S.

Le monde en mouvement

NAUFRAGE AU LARGE DE LA CORÉE

300 personnes sont portées disparues suite au renversement hier d'un ferry au large de la Corée du Sud. Les secours sont parvenus à sauver 180 personnes du navire qui reliait le port d'Incheon (ouest) et l'île touristique de Jeju (sud).

300

C'est le nombre de personnes mises en détention (dont des vice-ministres) dans le cadre de la campagne anticorruption lancée par le président chinois Xi Jinping.



« ON NE DIRAIT PAS QU'ON EST DANS UNE ÉLECTION. VOTER BOUTEFLIKA OU BENFLIS, QU'EST-CE QUE ÇA VA CHANGER ? » SE DEMANDE FAYÇAL, JEUNE VENDEUR DANS UN MAGASIN DE VÊTEMENTS. REUTERS/ZOHRA BENSEMRA

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Les Algériens appréhendent l'après-17 avril

La population est appelée à voter aujourd'hui dans un contexte de brusque montée des tensions et l'émergence de mouvements citoyens d'opposition. Certains s'abstiendront, d'autres voteront pour le président sortant, Abdelaziz Bouteflika, ou son rival, Ali Benflis.

Alger (Algérie), envoyé spécial.

Les Algériens iront-ils voter massivement aujourd'hui, comme les y invite le président Bouteflika ? Rien n'est moins sûr dans un pays où l'abstention dépasse parfois les 60 %. Ambiance. « Bouteflika, il est toujours assis, on dirait un saint, genre Bouddha. Il ne parle pas, il agit seulement la main. Que je vote ou pas, c'est lui qui va gagner. M'khaltu (c'est cousu de fil blanc) », dit avec une tranquille certitude Sofiane, la trentaine. Ici à Bab El Oued, le temps des illusions est passé. « On ne dirait pas qu'on est dans une élection. Voter Bouteflika ou Benflis, qu'est-ce que ça va changer ? » se demande Fayçal, jeune vendeur dans un magasin de vêtements. Dans l'arrière-pays d'Alger, à Boufarik et Blida, le ton n'est pas différent. « On a surtout vu les candidats à la tête », explique Rezki, attablé dans ce café du centre de Boufarik, où la finale de la Coupe du roi en Espagne alimente toutes les conversations. « Pourquoi, y a des élections ? » lance sous les éclats de rire un consommateur avant de lâcher : « Khoulouma (laisser tomber) ! » Sur le boulevard Takarli de Blida, cette dame, accompagnée de sa fille, votera pour Bouteflika. « Oui, c'est vrai qu'il

est vieux et malade, mais il nous a apporté la paix. Et puis, il ne gouvernera pas tout seul. S'il part, c'est le désastre », confie-t-elle. Le propos n'est pas anodin. Nombreux sont ceux qui le pensent. Depuis le début de la campagne électorale, cet argument est martelé par ces chaînes de télé privées, comme Anahar.tv ou Numidia.tv, qui n'hésitent pas à faire dans la désinformation à l'endroit d'Ali Benflis, le principal rival de Bouteflika, accusé d'appeler à la révolte ou d'avoir ramené des armes libyennes. Le mouvement Barakat (ça suffit) n'est pas épargné : sa porte-parole, Amira Bouraoui, gynécologue, est accusée de pratiquer à prix d'or des avortements clandestins !

Une chose est certaine, d'Alger, en passant par Boufarik, Blida, Djelfa, Laghouat et Ghardaïa, rien ne distingue ces villes sinon une peur diffuse alimentée par le discours et les médias officiels. Les accusations de terrorisme lancées le 12 avril, deux jours avant la clôture de la campagne, aussi bien par le chef de l'État en personne que par son staff de campagne contre Ali Benflis, en lui imputant les violences qui ont émaillé leurs meetings, ont ajouté aux

inquiétudes de nombreux Algériens, qui vivent dans la crainte de l'après-17 avril. « Est-ce que dénoncer la fraude électorale est du terrorisme ? » s'est défendu sur un ton moqueur Ali Benflis mardi face aux journalistes.

Le scénario programmé ne s'est pas déroulé comme prévu

Cette montée des tensions contraste avec l'assurance affichée en tout début de campagne par les partisans du quatrième mandat pour Abdelaziz Bouteflika qui, en raison d'un AVC, a mené une campagne par procuration dont se sont chargés pas moins de sept ministres. En effet, tout semble avoir été fait pour que cette élection soit réglée comme du papier à musique. Outre le président sortant, et excepté Ali Benflis, les quatre autres candidats, qualifiés de « lièvres », ne pèsent pas ou si peu. Quant à la participation d'Ali Benflis, seul adversaire de poids, elle aurait pour but de crédibiliser un scrutin déjà plié dans la tête de ses organisateurs, soutient-on à Alger.

Mais voilà, le scénario programmé ne s'est pas déroulé comme prévu : des meetings des

partisans de Bouteflika chahutés, voire empêchés par la force de se tenir. Le ministre de la Santé, M. Boudiaf, contraint de se réfugier dans un commissariat à Batna (Aurès). Batna toujours, où l'ex-premier ministre Ahmed Ouyahia a été bombardé de pots de yaourt. Même Abdelmalek Sellal, l'animateur principal de cette campagne, a dû annuler sa réunion à Bejaïa (Kabylie) : la salle où il devait intervenir a été saccagée et en partie incendiée. Dans la dernière semaine de campagne, la tension était telle que les partisans de Bouteflika ne pouvaient plus tenir de rencontre électorale sans une présence policière massive. Et seules les personnes munies d'une invitation pouvaient assister aux meetings.

En revanche, Ali Benflis, malgré la violence des attaques répétées, a réussi à mordre dans une partie de l'électorat potentiel. Dans les Aurès, en Kabylie et un partout en Algérie, ses initiatives ont fait le plein. Il a tenu 105 meetings dans les 48 départements du pays, soit autant que les sept ministres faisant campagne en lieu et place d'Abdelaziz Bouteflika. « Quelque chose est en train de se passer », croit savoir Slimane, enseignant, chaud partisan d'Ali Benflis, qui s'est mis à rêver sans trop y croire à un « 2004 à l'envers » (année où Benflis a été largement battu par Bouteflika). Disposant de solides

ABDEL-MALEK SELLAL
« NOUS AVONS UNE
ARMÉE PUISSANTE ET
DES SERVICES DE
SÉCURITÉ FORTS.
PERSONNE NE POURRA
NOUS DÉSTABILISER. »

Le monde en mouvement

NIGERIA

Boko Haram se nourrit de l'injustice sociale

Le groupe islamiste a perpétré un attentat à Abuja faisant plus de 75 morts et enlevé une centaine de lycéennes.

À écouter l'armée et le président du Nigeria, Goodluck Jonathan, le groupe islamiste Boko Haram serait sur la défensive, affaibli par l'offensive militaire lancée en mai dernier dans le nord-est du pays. Ils ont été démentis de la pire des manières. Lundi, une gare routière sur le territoire de la capitale fédérale, Abuja, non loin du siège du gouvernement, était frappée par un attentat qui a fait au moins 75 morts et 141 blessés, le plus meurtrier jamais commis dans les environs de la ville. Le soir même, plus de 100 jeunes filles étaient enlevées dans leur lycée de l'État de Borno, dans le nord-est.

Boko Haram signifie « l'éducation occidentale est un péché » en langue haoussa. Est-ce pour cela que le groupe s'attaque régulièrement aux lycéens et aux infrastructures éducatives ? Au cours d'une précédente attaque cette année dans l'État de Borno, des assaillants de Boko Haram avaient encerclé une école de filles, faisant sortir toutes les lycéennes et leur ordonnant de regagner leur village immédiatement. En février, des insurgés avaient lancé des explosifs à l'intérieur du dortoir d'un lycée de Buni Yadi, dans l'État de Yobe (voisin de l'État de Borno), en pleine nuit, avant de tuer 43 élèves dans leur sommeil avec des armes à feu et des armes blanches. En septembre 2013, au moins 40 élèves avaient été tués dans un collège d'enseignement agricole dans

la ville de Gujba, dans le même État de Yobe. Des membres de Boko Haram y avaient déjà attaqué des dortoirs, tirant sur les élèves pendant la nuit.

L'état d'urgence a été imposé aux trois États du nord-est sans que cela ne change quoi que ce soit. « Mon approche a été de comprendre le problème afin d'appliquer les solutions appropriées, a fait savoir Sambo Dasuki, conseiller national à la sécurité. Nous avons appris qu'il n'y a pas qu'un

chemin qui mène au terrorisme. Ou plutôt il y a plusieurs chemins, souvent compliqués. » La stratégie gouvernementale vise à engager les communautés elles-mêmes dans la lutte contre les islamistes. Une Nigeria's Civilian Join Task a été créée, où l'on trouve de nombreux jeunes. Mais, comme souvent au Nigeria, la corruption

mine le dispositif. Des fonds destinés à cette force auraient été détournés...

Sambo Dasuki pointe du doigt la pauvreté, l'injustice sociale et le sectarisme parmi les causes de la révolte. La réforme des prisons, le développement économique, les pourparlers de paix et l'éducation de la population seraient parmi les solutions. Le Nigeria, récemment couronné première économie d'Afrique, est le principal producteur de pétrole du continent. Et pourtant, plus de la moitié des 170 millions de Nigériens vivent avec moins de 2 dollars (1,40 euro) par jour... ■

PIERRE BARBANCEY

Plus de la moitié des 170 millions de Nigériens vivent avec moins de 2 dollars (1,40 euro) par jour...

réseaux composés d'élus locaux, soutenus par des anciens ministres et personnalités comme Djamel Zenati (ancien secrétaire national du Front des forces socialistes), mais aussi, assure-t-on dans son entourage, par une partie de l'armée, Ali Benflis, qui jouit de l'amitié de l'ex-président Zeroual, n'a cessé de mettre en garde contre la fraude.

Mardi, devant la presse, il a affirmé disposer « d'une armée » de 60 000 jeunes chargés de surveiller les urnes. Son entourage n'écarter pas la possibilité d'annoncer, sans attendre leur proclamation officielle, ses propres résultats. Mais l'idée d'un scénario à l'ivoirienne avec la proclamation de deux vainqueurs – « les Algériens n'en voudront pas car cela fera le jeu du pouvoir » – est écartée par l'entourage d'Ali Benflis. Plus que le relatif succès rencontré par Ali Benflis, c'est surtout l'émergence de ces nouveaux pôles de contestation rassemblant des jeunes sans appartenance politique, porteurs d'une pratique militante différente et amplifiée par les réseaux sociaux, qui provoque la nervosité du pouvoir politique. Hier, Barakat, qui a annoncé rejeter par avance le résultat quel que soit le vainqueur, organisait en fin d'après-midi une manifestation au centre d'Alger, à proximité de la place Maurice-Audin. La police a empêché le rassemblement.

Qui plus est, le bilan du président Bouteflika, entaché de surcroît par des scandales de corruption, la gabegie des finances, l'usure du pouvoir, la pauvreté et le chômage, ne plaide pas en sa faveur. Sur les 670 milliards de dollars engrangés par le pétrole et le gaz, plus de la moitié a été consacrée aux importations, une autre – les 190 milliards de dollars de réserves de change – placée sur les marchés sous forme d'achat de bons du Trésor américain, et le reste dans des dépenses d'infrastructures – autoroute, métro, tramway – ou dans des dépenses de prestige. Rien n'a été entrepris pour préparer l'après-pétrole. Avec des importations avoisinant 70 milliards de dollars et des recettes pétrolières en baisse (moins de 60 milliards de dollars) conjuguées à une demande sociale croissante – avec en toile de fond une population qui atteindra bientôt les 40 millions de personnes –, nombreux sont les experts qui affirment que l'Algérie fera face à moyen terme à une situation socio-économique aggravée et risque de se retrouver débitrice plus tôt que prévu.

D'où l'urgence pour ces experts, du fait du tarissement des ressources pétrolières, de changer de cap, de passer d'une économie de rente vers une économie de production. Et ce quelle que soit l'issue de cette élection présidentielle. ■

HASSANE ZERROUKY

« Ce scrutin est une non-élection »

OPPOSITION Entretien avec Amira Bouraoui, porte-parole du mouvement Barakat (ça suffit), qui appelait à manifester hier.

Envoyé spécial.

Quel bilan faites-vous depuis la création de Barakat (ça suffit) ?

AMIRA BOURAOUI Il est positif. Pourquoi ? Parce que jusqu'ici, le peuple subissait les mascarades des élections sans réagir. Et ce, à cause d'un passé douloureux, une histoire (la décennie noire). On s'est alors rendu compte que le pouvoir a joué sur la peur et a tenté d'anesthésier les Algériens. Et bien, aujourd'hui, la peur a changé de camp. Il y a un éveil citoyen.

Qu'est-ce qui vous fait dire qu'il y a un éveil citoyen ?

AMIRA BOURAOUI Les Algériens ont compris que ce régime en place depuis cinquante-deux ans a fini par installer dans la population un désintéressement de la vie politique. Rajoutez à cela les tragédies successives – la répression du soulèvement populaire d'octobre 1988, le soulèvement en Kabylie de 2001 – et c'est sans compter la décennie terroriste des années 1990 (plus de 100 000 morts – NDLR). Tout cela a mis le peuple à distance de la vie politique.

Que proposez-vous concrètement ?

AMIRA BOURAOUI Depuis 1962, on collectionne encore ces mascarades électorales. Le président « élu » actuellement est le produit d'un consensus au sein du système politique actuel. C'est l'intronisation d'un homme et non le résultat d'une vraie élection. Nous, à Barakat, on se

définit comme une opposition citoyenne. Les jeunes d'aujourd'hui avaient entre cinq et dix ans en 1999 et n'ont connu que Bouteflika, lequel a réussi, en quinze ans de pouvoir, à presque leur faire oublier la liberté de parole. Il faut qu'on retrouve cette liberté de parole et qu'on restitue cette souveraineté qui a été confisquée aux Algériens depuis 1962.



Amira Bouraoui, porte-parole du mouvement Barakat (ça suffit).

Comment expliquez que Barakat suscite beaucoup de sympathie, mais mobilise peu ?

AMIRA BOURAOUI D'abord Barakat, ce n'est pas le trottoir auquel la police nous confine à Alger. Dans les autres wilayas (départements), à Batna (Aurès), Tizi Ouzou (Kabylie), on mobilise davantage parce qu'il n'est pas interdit de manifester. Notre mouvement est en phase de construction. Nous savons qu'une majorité d'Algériens rejettent cette mascarade électorale et qu'une majorité de jeunes ne votent pas. Pour nous, ce désintéressement n'est rien d'autre qu'un rejet de ces élections.

Que comptez-vous faire, et quels sont vos rapports avec les partis de l'opposition ?

AMIRA BOURAOUI Nous ne sommes pas pressés. On dispose d'une plate-forme et on se projette pour l'après 17 avril. Les partis de l'opposition ont opté pour un boycott passif des élections. À Barakat, on a choisi de se faire entendre, d'opter pour une résistance active et pacifique. On rejette le résultat de ce scrutin, c'est une non-élection. On va travailler pour créer les conditions d'une alternative démocratique. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR H. Z.



14 AVRIL À ABUJA, DES BUS CALCINÉS APRÈS L'ATTENTAT QUI A FAIT 75 MORTS. PHOTO AFP

Le monde en mouvement

UKRAINE

La réunion de Genève fera-t-elle tomber le rideau de fer ?

Aujourd'hui, s'ouvrent les premiers pourparlers autour de la crise ukrainienne. Sur le terrain, la situation reste tendue et l'armée de Kiev a donné l'assaut à Slaviansk, sous contrôle des pro-Russes.

La partie risque d'être serrée. Aujourd'hui, l'Ukraine, la Russie, l'Union européenne (UE) et les États-Unis entament un tour de négociations inédit à Genève afin de régler la plus grave crise diplomatique depuis la fin de la guerre froide. Sur le terrain, la situation restait extrêmement tendue hier entre les forces pro-Russes et l'armée de Kiev. Une expédition de six transports de troupes blindés pro-Russes stationnait à Slaviansk alors que la ville, sous contrôle des forces séparatistes favorables à Moscou, faisait face à un assaut des troupes ukrainiennes. De même à Donetsk, où des autonomistes ont proclamé, hier matin, une « république souveraine ».

Les autorités nationalistes prêtes à discuter d'une « décentralisation »

Dans ce contexte, chaque partie s'accuse de mener le pays « au bord de la guerre civile », à l'instar du premier ministre russe, Dmitri Medvedev : « J'espère que tous ceux qui ont le pouvoir de prendre des décisions, je parle des autorités ukrainiennes qui sont arrivées au pouvoir à la suite d'une révolte, j'espère qu'elles auront assez de bon sens pour ne pas mener le pays sur une voie si terrible. » Moscou tente de pousser les autorités de Kiev à l'intervention afin de prouver à l'UE et aux États-Unis qu'elles ont perdu le contrôle de la situation et que la fédéralisation constitue la seule sortie de crise viable. « L'État unitaire en Ukraine a cessé de fonctionner (...) La fédéralisation serait une façon de s'assurer que chaque région du pays se sente à l'aise, estime que ses droits sont garantis, que ses traditions et son mode de vie sont protégés », a fait valoir le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov.



PRÈS DE KRAMATORSK, DES SOLDATS UKRAINIENS EN ROUTE VERS L'EST. PHOTO MARKO DUBICA/REUTERS

Ces dernières semaines, Kiev n'a cessé de rejeter l'option fédéraliste par peur du démembrement progressif du territoire, mais les autorités nationalistes seraient toutefois prêtes à discuter d'une « décentralisation » accrue qui a également la faveur des Occidentaux. La Russie, qui craint une perte d'influence dans son environnement proche si l'Ukraine se rapprochait un peu plus encore de l'UE, va également devoir tenter de convaincre qu'elle seule est capable de régler la crise sur le plan financier en réduisant les prix du gaz et en reportant la dette énergétique ukrainienne.

À Bruxelles, la stratégie est double. Il s'agit d'une part de poursuivre le rapprochement avec les pays de l'Est avec lesquels l'Union européenne a déjà conclu un partenariat oriental en 2009 et, d'autre part, de signifier à la Russie qu'elle est prête à diversifier ses importations de gaz. Ce à quoi pousse le président américain Obama depuis plusieurs semaines déjà. Pologne, Lettonie et Lituanie ont déjà montré qu'elles

« Nous allons avoir plus d'avions dans le ciel, plus de navires en mer »

ANDERS FOGH RASMUSSEN, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'OTAN

étaient prêtes à la noce avec l'UE et l'Otan de crainte de revenir dans le giron russe. Hier, l'Otan a d'ailleurs annoncé l'envoi de renforts de défense aérienne, maritime et terrestre dans ces pays. « Nous allons avoir plus d'avions dans le ciel, plus de navires en mer, et la préparation des forces terrestres sera renforcée », a déclaré le secrétaire général de l'Alliance, Anders Fogh Rasmussen. Si Washington évoque un nouveau train de sanctions, qui pourrait interdire aux Russes d'accéder à certains secteurs économiques clés, la marge de manœuvre des Occidentaux reste toutefois réduite.

Les autorités de Kiev, enfin, entendent prouver que la crise se joue bien à l'échelle continentale. Hier, le premier ministre, Arseni Iatseniouk, a ainsi eu beau jeu d'accuser la Russie de vouloir « construire un nouveau mur de Berlin et un retour à la guerre froide » afin d'appeler l'Europe à réagir. ■

LINA SANKARI

Chine Grève monstre dans les usines de Nike et Adidas

Hier, plus de 30 000 ouvriers de l'usine Yue Yuen poursuivaient leur spectaculaire mouvement de grève entamé la semaine dernière. Employés d'une fabrique de chaussures de sport travaillant notamment pour Nike et Adidas, ils réclament de meilleures conditions de travail, des contrats d'embauche plus précis et une couverture sociale étendue. Le nombre de grévistes pourrait encore augmenter, selon Dong Lin, membre d'une association de défense des droits des travailleurs, qui estime pour sa part le nombre de travailleurs ayant cessé le travail à 40 000. L'ONG China Labor Watch dévoilait hier une série de clichés attestant du déploiement de forces de l'ordre autour de l'usine. Les ouvriers de la province méridionale du Guangdong, spécialisée dans la manufacture, subissent de plein fouet le ralentissement de l'économie mondiale et la baisse des exportations chinoises. Ces dernières années, nombre d'usines ont supprimé les heures supplémentaires, essentielles aux ouvriers pour arrondir les fins de mois. ■

Jordanie L'armée détruit des blindés en provenance de Syrie

Des véhicules blindés venus de Syrie ont tenté hier de pénétrer le territoire jordanien, selon l'armée du royaume. « Des avions de combat des forces armées royales ont détruit plusieurs véhicules », a expliqué l'institution militaire hachémite. Ces dernières semaines ont été marquées par une série de heurts entre gardes frontières jordaniens et hommes en armes qui essayaient de s'introduire dans le royaume. La Jordanie, qui craint plus que tout un débordement de la crise syrienne sur son territoire et l'influence grandissante des salafistes locaux, est montrée du doigt pour la porosité de sa frontière, par laquelle s'introduirait un nombre croissant de combattants vers la Syrie. Fragilisée par la présence de 500 000 réfugiés syriens sur son sol, la Jordanie se targue au contraire d'avoir intercepté puis incarcéré plusieurs dizaines de personnes tentant de rejoindre la rébellion. Après l'échec des négociations de Genève 2, le roi Abdallah II a reçu un important soutien financier et militaire américain visant à parer tout débordement de la guerre. ■

Proche-Orient Annulation d'une rencontre israélo-palestinienne

Signe de la crispation grandissante entre Israéliens et Palestiniens : une réunion prévue hier dans le cadre des négociations a été reportée. Selon un responsable israélien cité par l'AFP, cette annulation fait suite au meurtre d'un policier israélien près d'Hébron, dans le sud de la Cisjordanie, « le résultat direct d'une glorification continue du terrorisme dans les médias officiels et le système éducatif palestinien », a-t-il justifié. Cependant, la partie israélienne a commencé à se tendre après l'annonce par l'ONU de la conformité des demandes palestiniennes d'adhésion à treize traités ou conventions internationales dont les Nations unies sont dépositaires. Israël a par ailleurs multiplié les gestes d'hostilité en accélérant le rythme de la colonisation et refusé de libérer le quatrième et dernier contingent de prisonniers palestiniens. Les négociations bipartites entamées en juillet dernier sous l'égide du secrétaire d'État américain John Kerry sont pour l'heure dans l'impasse. ■

L.S.

Culture & Savoirs

LIVRE

« Le roman dit ce que cache l'histoire officielle »

Dans son dernier roman, la Syrienne Rosa Yassin Hassan, figure de l'opposition laïque de gauche, journaliste et féministe engagée, réfléchit sur les causes de la guerre effroyable qui secoue son pays, en décrivant de manière réaliste la vie détruite de femmes de prisonniers politiques. Entretien.

Rosa Yassin Hassan (née à Damas en 1974) publie les *Gardiens de l'air*. Nous lui avons demandé les raisons de ce livre.

Votre roman est nourri par une multiplicité d'expériences vécues. Un essai n'aurait-il pas mieux convenu ?

ROSA YASSIN HASSAN Mon deuxième livre (*Négatif, fragments de mémoire de prisonnières politiques*), publié en 2007, était, si je puis dire, un « roman documentaire ». J'ai essayé d'y marier document historique et fiction à travers les témoignages de seize prisonnières politiques incarcérées dans la période s'étendant de 1977 à 1996. Elles appartenaient à des courants politiques et idéologiques très différents : de la droite religieuse à la gauche communiste en passant par le nationalisme. Mon souci était de faire connaître la vie quotidienne de ces femmes en prison, comment les geôliers cherchaient à les humilier, à les déshumaniser, et comment elles puisaient en elles-mêmes la force morale leur permettant de tenir tête.

Comment avez-vous collecté ces témoignages ? Est-ce que votre héroïne, interprète à l'ambassade du Canada à Damas, n'est pas comparable à la journaliste que vous êtes, ce qui vous a permis de rassembler un flot de paroles éloquentes ?

ROSA YASSIN HASSAN Ma génération, celle des années 1970, est arrivée sur la scène politique après la tombée du rideau ! Elle a grandi sous le régime du Parti Baas, a été enrôlée de force, depuis l'enfance jusqu'à l'âge adulte, dans des organisations « populaires », contrôlées de près par le pouvoir. La vie politique était inexistante, de même que toute activité civile autonome, aussi bien sociale que culturelle. L'opposition politique et intellectuelle était laminée, la répression la coupait de sa base sociale. Tout le monde avait peur de la politique, peur de s'intéresser à la chose publique.

Je n'ai pas vécu moi-même d'expérience carcérale mais j'ai grandi auprès d'un père écrivain, connu comme opposant de gauche au régime, et je me suis trouvée dès ma première jeunesse en relation étroite avec des personnes, hommes et femmes, qui avaient été emprisonnées, ou dont les proches l'avaient été. J'ai écrit ce roman contre l'oubli de ces terribles expériences, avec



Portrait de Bachar al-Assad à Alep en Syrie. « Les dictateurs ne supportent pas la lumière », insiste Rosa Yassin Hassan. Photo Mahmoud Hassan/Reuters

l'ambition, non seulement de témoigner pour l'avenir, mais aussi de le faire avec ma propre sensibilité littéraire. Le roman est pour moi l'histoire secrète de l'humanité. Il dit ce que cache l'histoire officielle. Le mien est l'histoire secrète d'un large secteur de la société syrienne.

À vous lire, on a l'impression d'être à la racine de tout ce qui se passe en Syrie aujourd'hui. L'imaginez-vous avec en tête l'actualité terrible que traverse votre pays...

ROSA YASSIN HASSAN La Syrie connaît depuis plus de trois ans l'un des plus grands bouleversements de toute son histoire plusieurs fois millénaire. Comme dans tous les pays qui ont vécu de telles convulsions, la littérature et l'art emprunteront forcément de nouvelles voies. On en voit déjà les prémices



Rosa Yassin Hassan vit aujourd'hui en exil à Hambourg.

dans ce qui se publie en ce moment. Il n'en reste pas moins que la littérature et la culture en général ne pourront se hisser à la hauteur des événements tragiques que nous vivons qu'après une longue période de mûrissement. Ce que j'écris à présent, et qui sera prochainement publié, restitue ce que je ressens jour après jour, la douleur, la colère, la compassion, l'horreur, mais ce n'est pas encore « le roman de la guerre ». C'est une étape nécessaire, un jalon sur la route, comme les derniers écrits d'auteurs comme Khaled Khalifa, Maha Hassan, Samar Yazbek, Najat

Abdel-Samad et d'autres, qui saisissent l'instant historique chacun à sa manière tout en essayant de rénover la langue. Je suis sûre que le paysage littéraire syrien sera bientôt tout autre.

Votre écriture, réaliste, factuelle, est en recherche des faits bruts d'une situation politique déjà effrayante. Pensez-vous qu'il importe désormais de sonder, non seulement les effets, mais les causes de la guerre et de garder trace d'une mémoire nationale qui tend à se dissoudre dans l'horreur immédiate ? Est-ce une tendance actuelle de la littérature syrienne ?

ROSA YASSIN HASSAN Plusieurs écrivains syriens de ma génération ont essayé d'éclairer les « zones obscures » de la vie de leur peuple durant les années 1980, alors qu'il était, longtemps après, strictement interdit d'en parler. Les dictateurs ne supportent pas la lumière. Pour ma part, j'ai posé des questions en souhaitant amener le lecteur à les poser à son tour. Je n'ai pas la prétention d'avoir fourni des réponses. Je pense que la littérature sert à briser le silence, à défer les autorités religieuses, politiques, sociales et culturelles, et nous sommes assez nombreux en Syrie à avoir tenté de le faire...

Culture & Savoirs

*** « Le roman dit ce que cache l'histoire... » On est frappé par l'audace des révélations que vous apportez. Vous n'hésitez pas à évoquer la sexualité de ces femmes seules, éloignées de leurs maris incarcérés... Nous ne connaissons pas très bien la littérature syrienne d'aujourd'hui chez nous. Pensez-vous que ce soit original de ne rien cacher ?

ROSA YASSIN HASSAN La nouvelle littérature syrienne, celle notamment de ma génération, se distingue par la transgression des tabous longtemps imposés aux écrivains et aux artistes – et qu'ils s'étaient aussi eux-mêmes imposés. Non seulement les tabous politiques, mais aussi religieux et sexuels. Il s'agissait pour les femmes de faire entendre leur voix, en tant que telles, c'est-à-dire, entre autres, d'explorer leur sexualité en toute sincérité, et si nécessaire, crûment. Je pense que c'est une rupture extrêmement importante, qui a parfois coûté très cher à celles qui avaient osé l'entreprendre, mais qui a ouvert la voie à la génération montante.

Pensez-vous, selon une idée assez répandue, que de la laïcité d'État sectaire, on est passé à un régime de communautés multiples obéissant à des règles religieuses ou ethniques ?

ROSA YASSIN HASSAN Dans l'histoire du monde arabe, et pas seulement, la sécularisation a connu des flux et des reflux, et cela pour des raisons à la fois internes et externes. S'agissant plus particulièrement de la Syrie, je pense que la vague actuelle de fanatisme religieux et de communautarisme a d'abord pour cause essentielle la violence qui détruit les relations

sociales et ne tolère pas ceux qui s'y opposent. Le communautarisme était en latence. Le pouvoir et ses alliés l'ont éveillé et s'en sont servis, et les États qui prétendent soutenir l'opposition se sont engouffrés dans cette brèche. La diversité syrienne, ethnique et confessionnelle, n'est pas en soi une tare mais, au contraire, un atout. Or elle a été exploitée par les puissances internationales et régionales pour transformer ce magnifique pays en champ de bataille, chacune de ces puissances se rangeant derrière l'un des camps en présence et ne se souciant que de ses propres intérêts.

Cela dit, je ne perds pas espoir. Je sais que les porteurs des mots d'ordre initiaux de la révolution

« La chute du régime pourrait offrir à la Syrie une chance de se rétablir. »

liberté, dignité et justice sociale – ont été décimés, que les intrusions étrangères de toutes sortes et l'exacerbation du communautarisme hypothèquent l'avenir du pays, mais je suis convaincue aussi que la chute du régime, qui porte l'entière responsabilité dans la banalisation de la violence,

pourrait offrir à la Syrie une chance de se rétablir. Il sera sans doute extrêmement difficile d'organiser des élections libres et transparentes, de promulguer une Constitution démocratique garantissant les droits de tous les citoyens, de désarmer les milices, de reconstruire une armée nationale, de poursuivre et de punir les criminels de guerre... Mais il est de notre droit de rêver – et de notre devoir de travailler, chacun dans son domaine, pour réaliser ce rêve. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
MURIEL STEINMETZ
TRADUCTION DE L'ARABE (SYRIE) PAR
FAROUK HADAM-BEY

L'attente des femmes dont l'homme est en prison

ZOOM De la sexualité féminine en pays arabe : Rosa Yassin Hassan ose s'aventurer sur un territoire de la littérature qui n'a pas été souvent exploré dans son pays, la Syrie.

LES GARDIENS DE L'AIR,
de Rosa Yassin Hassan.
Traduit de l'arabe (Syrie) par Emmanuel Varlet.
Actes Sud-Sindbad, 250 pages, 22 euros.

Le roman de Rosa Yassin Hassan a été composé deux ans avant le début du soulèvement en Syrie. Elle remonte aux racines de l'actuelle déflagration qui est en passe de détruire le pays. Anat, l'héroïne, est alaouïte, comme Rosa Yassin Hassan et Bachar Al Assad. Elle attend depuis plus d'une décennie Jawad, son compagnon druze, prisonnier politique qui croupit, depuis 1987, dans les geôles des Assad, père et fils. Interprète à l'ambassade du Canada à Damas, Anat recueille les témoignages des demandeurs d'asile qui appartiennent, pour la plupart, aux minorités ethniques ou confessionnelles du Proche-Orient, de l'Irak au Soudan, laminés par leurs propres dictatures.

Deux histoires courent donc dans ces pages, l'une sur le sort de ces minorités, l'autre sur la vie d'Anat, de Doha et de Mayyasa, trois jeunes femmes de Damas brisées par l'attente de leur homme, des militants de gauche embastillés à la prison de Sednaya, à 30 kilomètres au nord

de la capitale. Ces détenus, de loin, n'ont souvent pas plus de réalité qu'un mirage. Rosa Yassin Hassan reprend donc à sa manière, réaliste, les thèmes propres à une littérature syrienne axée sur les conditions carcérales sauf qu'elle se situe de l'autre côté des barreaux, parmi les femmes qui attendent.

Amantes condamnées à la frustration

C'est le destin de ces amantes condamnées à la frustration qu'elle veut montrer. Elle donne ainsi idée de ces longues années mortes au cours desquelles la flamme du désir au cœur de la jeunesse s'essouffle dans le vide. « Quelle femme, écrit-elle, pouvait vivre sans deux mains d'homme, pour arrondir les angles de ses nuits, sans un cœur mâle à ses côtés. » Rosa Yassin Hassan n'hésite pas à avoir recours à un érotisme décrit dans une langue crue qui peut aller jusqu'à l'onanisme. Elle s'aventure jusqu'où aucun écrivain de son pays n'avait osé aller. Déployé sur plusieurs décennies, le roman ausculte aussi l'instant empreint d'espoir et de crainte de retrouver l'autre au sortir de la prison, quand le temps a brisé toute forme de désir. Un fossé s'est creusé sans retour entre ces corps trop longtemps séparés. L'homme a changé. Il a subi la torture. Il a vu ses idéaux politiques bafoués. Tous ont vieilli. Certains, à quarante ans, sont au bout du rouleau. Rosa Yassin Hassan publie ses livres à l'étranger pour éviter la censure. ■ **H. S.**



VUE DE DAMAS. « RIEN N'EST IMAGINAIRE DANS CETTE FICTION. » PHOTO KATE BROOKS/COSMOS

ROMAN

Des courriels avec le père à titre posthume

La Franco-Syrienne Hala Kodmani donne dans un livre des nouvelles de Syrie à son géniteur disparu...

LA SYRIE PROMISE,
d'Hala Kodmani.
Actes Sud-Sindbad,
214 pages, 21 euros.

Hala Kodmani est journaliste. Fille de l'ancien ambassadeur de Syrie en France Nazem Kodmani, sœur de Bassma Kodmani, cofondatrice du Conseil national syrien, elle a reçu, en décembre dernier, le prix de la presse diplomatique pour ses reportages dans le nord de son pays natal.

Elle publie aujourd'hui la *Syrie promise*, une correspondance fictive sur Internet avec son père récemment décédé, entamée avant le début des printemps arabes jusqu'en février 2012. Elle communique donc en direct à son père le soulèvement du peuple syrien contre la dictature de Bachar Al Assad. Hala Kodmani annonce d'emblée la couleur : « Rien n'est imaginaire dans cette fiction. » C'est passionnant dans la mesure où se mêle à ses propres réflexions de journaliste installée à Paris, proche de l'opposition, l'évocation de la Syrie de son père, ancien diplomate, fervent nationaliste arabe et grand ami du poète palestinien Mahmoud Darwich. « Combien et quels poèmes Mahmoud aurait-il écrits s'il avait vécu ces révolutions ! » fait dire Hala à son père, qui ajoute au cours de cet échange imaginé : « Ce puits dans lequel nous continuons de sombrer n'a-t-il pas de fond ? » me disait Mah-

moud, lui qui a plongé au plus profond de la noirceur pour magnifier de son talent la décadence de l'histoire et la souffrance de l'homme arabe. »

Elle invente aussi que son géniteur lui parle de son père, engagé dans le combat nationaliste contre les troupes d'occupation françaises en Syrie, après que l'arrière-grand-père maternel a lutté, lui, contre l'Empire ottoman. Ainsi cette fiction peu commune, édifiée à partir d'un échange posthume qui n'a pas eu lieu, se donne pour but de remonter aux origines de la nation syrienne moderne par le biais d'une ascendance familiale.

En même temps, elle est censée donner des nouvelles de l'actualité brûlante à celui qui n'est plus et dont on sent qu'il fut, pour Hala Kodmani, un père aimé ainsi qu'un guide spirituel. Le fantôme du père en cours de route n'est pas indifférent à la lueur d'espoir que semblent inaugurer

les printemps arabes. « Vous êtes en train de vous réapproprier un pays où j'ai volontairement refusé de garder la moindre trace. » Il met pourtant en garde sa correspondante sur un trop-plein d'enthousiasme que le cours des choses devait terriblement tempérer. Hala Kodmani lui fait dire, à la toute fin du livre : « Je te prie d'interrompre cette correspondance. Merci d'avoir ressuscité mes rêves en pleine mort, mais arrête de m'accabler du quotidien de nos révolutions arabes dévoyées et surtout de notre Syrie martyrisée. » ■ **H. S.**

L'auteure plonge aux origines de la nation syrienne moderne par le biais de cette ascendance paternelle.

ROMAN

Les Rouges, le livre qui annonce la couleur

Pascale Fautrier fait surgir, entre histoire au long cours et actualité récente, la mémoire de deux siècles de la conscience de gauche, entre Yonne et Armançon.

LES ROUGES,
de Pascale Fautrier.
Éditions du Seuil. 550 pages, 23 euros.

« C'est historique », dit Madeleine. Quand elle montre la butte où Bernard de Clairvaux a prêché la croisade en 1146, quand elle parle des obsèques de Camélinat, l'ancien communiste, quand elle montre la rotonde des locomotives dynamitées pendant la guerre par René, alias Commandant Max au maquis. Madeleine, plus qu'une mémoire de cette terre entre Yonne et Armançon, de Vézelay à Migennes et Mailly, est le motif central de cette traversée au long cours de générations d'hommes et de femmes qui se sont dit, à un moment ou à un autre, « rouges ».

La politique, disait Stendhal, c'est « un coup de pistolet au milieu d'un concert ». Aujourd'hui, la littérature ne saurait l'aborder, croit-on, qu'obliquement. Faire le roman de « la conscience de gauche », comme le propose Pascale Fautrier ne peut au mieux que provoquer l'attendrissement devant un projet désuet. Il est vrai que ce genre a, dans le passé, été victime de ses propres excès de simplification. Le roman d'aujourd'hui n'a certes pas totalement tourné le dos au monde et à ses problèmes. Mais il y revient souvent par le biais du récit de vie, de fictions prenant pour thème des problèmes récents (l'immigration, les intellectuels précaires, la mondialisation), ou adoptant une posture critique du pouvoir et du discours dominant.

PASCALE FAUTRIER
« MA MÉMOIRE
EST UNE FOULE
NOIRE COUROYÉE
DE DRAPEAUX
ROUGES. »

Les Rouges, de Pascale Fautrier, annonce carrément la couleur. Pour autant, l'ouvrage n'est pas un copié-collé des romans engagés de l'entre-deux-guerres ou de la Libération. Les Rouges est le roman d'une mémoire, et d'une espérance. Pas la chronique au quotidien d'une lignée militante, mais l'écho de voix multiples échelonnées dans le temps long d'une histoire, mises en place dans des lieux dont le passé condense des périodes plus longues encore. Le Moyen Âge de Bernard de Clairvaux et la lutte des paysans contre le duc de Nevers se mêlent aux phrases de Romain Rolland ou aux luttes de Prosper Méquet, député de l'Yonne, et se tressent avec le destin individuel de Madeleine. Des Madeleine, pourrait-on dire, la narratrice et sa grand-mère pour qui les contes qu'on dit aux enfants n'ont d'autre matière que les moments du grand livre du temps. La période qui va de 1848 à 1968 en constitue, évidemment, le moment culminant. L'auteure invente d'autres Madeleine, réparties le long de la frise chronologique. Et il faut compter avec la première d'entre elles, la Madeleine de pierre, la basilique de Vézelay, qui condense l'imaginaire et met en marche la remémoration du réel, référence proustienne assumée. On passe ainsi par toutes les époques et toutes les vies, de lauriers au maquis, de la déstalinisation aux premiers trotskistes, jusqu'à aujourd'hui, où la conscience de gauche est « comme un fleuve redevenu souterrain », dont Pascale Fautrier entend refaire une source.

« Ma mémoire est une foule noire couronnée de drapeaux rouges. » Il est des gens qu'une phrase pareille fait chavirer. J'avoue en faire partie. Et ce n'est pas la seule raison qui me pousse à recommander la lecture des Rouges. ■

ALAIN NICOLAS

Écouter les mots par François Taillandier

COURIR, DISENT-ILS

Ce dimanche, en me promenant dans mon quartier à Paris, j'ai fait la rencontre d'une bien singulière troupe. C'était une dizaine de jeunes gens essouffés, hagards, aux yeux vitreux, à l'air perdu, vêtus de shorts et de tee-shirts dégoûtants, et eux-mêmes tout barbouillés de couleurs infectes, qui se mélangeaient à leur sueur et dégoulaient le long de leurs bras et de leurs jambes, jusque dans leurs chaussures et sans doute dans leur slip. Ma première hypothèse fut qu'ils étaient tombés par mégarde dans un plein container de bouillabaisse avariée ; mais les containers de bouillabaisse avariée sont quand même rares dans Paris, et puis ils avaient au cou un écriteau portant l'inscription « Color Run ». J'ai donc aussitôt soupçonné quelque

grande initiative festive, arrimée à une bonne cause indiscutable. Se prononçaient-ils contre le racisme et l'exclusion ? Pour le métissage dans la diversité (ou inversement) ? Pour sauver les océans ? Pour réclamer le départ de Poutine ? De Bachar Al Assad ? De Kim Jong-un ? De Hollande ? Perdu. J'ai fait une recherche sur Google. C'était (si j'ai bien compris) pour les enfants handicapés. Et je lus tout ce que je voulais savoir sur les Cinq Kilomètres les plus joyeux, invention née, paraît-il, dans l'Arizona. « Devenir un color runner ? m'entendis-je enjoindre : tu vas vivre une journée exceptionnelle que tu n'es pas près d'oublier ! » J'appris en outre que « le concept est simple : se faire asperger de poudre colorée 100 % naturelle à chaque kilomètre, et franchir la ligne d'arrivée avec le plus de couleurs possible ». Détail intéressant :

la chose était payante, étant caritative. Or, « en moins d'une semaine, toutes les places pour la course ont été vendues ». Les participants, il est vrai, devaient être récompensés après l'épreuve par le « finisher festival », sur fond de musique électro, où l'on continuerait à se saloper en groupe. Traduisons en termes réels. Il s'agissait donc de se crever à courir sur cinq kilomètres, en se faisant tartiner à tous les coins de rue de vieille gouache et de Ripolin rance, cela pour le plus grand bien des enfants handicapés (ou des ours polaires, ou des victimes du chikungunya, enfin, de ce que vous voudrez). Moi j'ai surtout l'impression que dans ce monde, on arrive assez efficacement à persuader n'importe qui de faire n'importe quoi. Je ne suis pas sûr que ce soit une bonne nouvelle. ■



LA CHRONIQUE LITTÉRAIRE
DE JEAN-CLAUDE
LEBRUN



J.-M. G. Le Clézio
Explorateur du temps

TEMPÊTE,
de J.-M. G. Le Clézio.
Éditions Gallimard, 240 pages, 19,50 euros.

Ce sont deux « novellas », longues nouvelles ou courts romans, à la façon de Joseph Conrad. Des textes qui disent des destinées cabossées et la puissance du vouloir-vivre. Portés par la pudeur et l'élégance, le respect et l'humanité, les marques distinctives de cette écriture consacrée en 2008 par un prix Nobel. Le premier, qui donne son titre au volume, se déroule sur l'île coréenne d'Udo, le second au Ghana, puis dans la banlieue parisienne, terre d'échouage des immigrations. Des jeunes femmes en mal d'identité en sont les principales protagonistes.

Tandis que l'une ne connaît comme parcours que les chemins sur le petit espace de son île, l'autre se trouve tôt contrainte de traverser un vaste bout de monde. Mais peu importe la longueur de l'itinéraire. June, treize ans, est l'enfant d'une étudiante venue accoucher loin à l'écart

de la grande ville où elle vivait. Et depuis lors demeurée là, reconvenue en pêcheuse d'ormeaux. L'adolescente ne connaît pas son père. Rachel, fille d'un expatrié aisé, ignore pour sa part tout de sa mère, si ce n'est qu'elle est africaine. On voit bien la sorte de symétrie inversée entre les deux « novellas ».

Renforcée encore par deux récits de viol. Car June a fait la connaissance d'un vieux solitaire prétendument venu apprendre à pêcher dans l'océan. En fait, en quête de rachat après une condamnation : écrivain-photographe, chroniqueur de guerre, il avait assisté sans ciller aux violences perpétrées trente ans auparavant par des GI sur une jeune Vietnamiennne à Huế. Rachel, de son côté, après son arrivée en France, s'est trouvée confrontée aux sévices sexuels pratiqués sur sa demi-sœur cadette et en porte le remords, qui la ronge autant que son déracinement. Le monde contemporain, avec ses violences et ses convulsions, une nouvelle fois investit cette littérature.

L'écrivain ici ne témoigne pas, il donne simplement à voir. Il ne cherche pas l'exemplarité, mais explore simplement la complexité et les contradictions terribles du vivant. De l'Asie à l'Afrique et à l'Europe, c'est en effet une semblable humanité qu'il représente, dans une littérature à vocation universaliste. Les beautés après, sans mièvrerie, de l'écriture apparaissent continuellement accordées à la matière rugueuse de ses histoires. Cette « tempête », au dehors comme au dedans, à laquelle pour chacun il s'agit au quotidien de faire front. Non pas une leçon de vie, même modeste, mais juste la vie. Tellement brutale. Et tellement riche. ■

L'écrivain ici ne témoigne pas, il donne simplement à voir.

ASTRONOMIE

Philae tire le portrait de la comète!

Les premières images de la mission Rosetta sont arrivées! De nombreuses mesures seront réalisées par son robot, qui doit atterrir en novembre sur la comète Churyumov-Gerasimenko.

C'est une première dans l'histoire de l'exploration spatiale: l'agence française de l'espace a reçu des images de Philae, le robot aux dix instruments scientifiques de la sonde Rosetta... Dix ans après son lancement dans l'espace, cramponné à la sonde Rosetta, Philae fonctionne toujours comme sur des roulettes! Malgré un voyage dans des conditions extrêmement hostiles, sous des températures avoisinant -160 °C, l'atterrisseur a transmis dans la nuit de lundi à mardi, aux équipes du Cnes (l'agence spatiale française), des données scientifiques de presque tous ses instruments... dont les premières images de la comète Churyumov-Gerasimenko, située à plus de 600 millions de kilomètres de la Terre! On voit sur deux d'entre elles les panneaux solaires de Rosetta à contre-jour, faiblement

éclairés par le Soleil. Une photo qui constitue un premier test prouvant le bon fonctionnement de Philae, dont les opérations de réveil ont débuté le 28 mars dernier, après trois ans d'hibernation pour conserver au mieux toute son énergie.

Lundi soir, les scientifiques ont également réussi à actionner, sur quelques millimètres, la foreuse du robot qui creusera dans le sol de l'astre et doit permettre, entre autres, de réaliser des mesures de son magnétisme. En effet, le robot sera largué par Rosetta le 11 novembre prochain sur la comète Churyumov-Gerasimenko pour analyser la composition de son sol: une première dans l'histoire de l'exploration spatiale. L'ensemble des tests de fonctionnement des outils scientifiques français et allemands de Philae devraient être terminés

dans dix jours, tandis que la sonde Rosetta continue sa course à une vitesse de 11 km/seconde (environ 40 000 km/h) contre 10 km/s pour la comète. Au total, Rosetta et Philae ont embarqué à leurs bords vingt et un instruments. Ils ont pour objectif premier d'aider les chercheurs à percer les secrets de ces objets célestes qui demeurent encore très mystérieux. Parmi leurs outils, l'instrument Consert devra sonder le noyau de la comète et en déterminer la structure grâce à la radiographie.

Lancée en 2004, Rosetta devrait commencer son freinage en juin. Ensuite, la sonde européenne se rapprochera tout doucement de la comète pour se placer le 6 août en orbite autour de son noyau. Le centre de Toulouse présélectionnera alors cinq sites possibles d'atterrissage de Philae avant de choisir le lieu définitif en octobre. Ce choix sera capital, car Philae pèse 100 kilos: s'il s'enfonce dans le sol, la mission sera sérieusement compromise. Qu'espèrent apprendre les scientifiques?

« On sait peu de choses sur ces comètes composées à 80 % de glace d'eau, dont la sublimation à proximité du Soleil provoque la chevelure, mais on a découvert qu'elles renfermaient du carbone sous forme de macromolécules extrêmement noires datant de la naissance du Système solaire. Leur analyse peut permettre de comprendre les processus d'où la vie a pu découler », explique l'astrophysicien Jean-Pierre Labring, l'un des responsables scientifiques français de la mission.

Si tout se déroule comme prévu, Rosetta pourrait, dans les mois qui viennent, fournir une meilleure compréhension de la formation du Système solaire. Et ce n'est pas tout. Les mesures effectuées permettraient également de renforcer la théorie selon laquelle les premières briques de la vie auraient été amenées sur notre planète par les comètes. Découverte en 1969 par l'astronome Klim Ivanovitch Churyumov, la comète choisie pour la mission Rosetta est originaire de la ceinture de Kuiper: une zone en forme d'anneau principalement composée de petits corps célestes, vestiges de la formation du Système solaire. La sonde Rosetta est la première de l'histoire à tenter ce que l'on appelle, dans le jargon des astronomes, un « rendez-vous » avec une comète. ■

ANNA HUSSO

ESSAI

Les sciences modernes

L'historien Simon Schaffer montre comment s'est opérée une rupture depuis le XVIII^e siècle.

LA FABRIQUE
DES SCIENCES MODERNES,
de Simon Schaffer.
Éditions du Seuil, 443 pages, 24 euros.

Il est heureux que paraisse en français un recueil des principaux articles de l'historien des sciences britannique Simon Schaffer. Depuis trente ans, ses travaux ont transformé la façon de faire de l'histoire des sciences et d'appréhender les opérations de connaissance dans leurs différents contextes. La variété des études présentées rend justice à la fois à la curiosité intellectuelle de Schaffer et à la rigueur de son travail d'historien. L'archéologie des sciences modernes qu'il propose commence avec la figure de Newton. Archétype du savant casanier, Newton n'a certes pas voyagé, mais il a construit un réseau d'informations qui lui a permis de nourrir ses célèbres *Principia* de très nombreuses données faites de par le monde.

Au XVIII^e siècle, la théorie cométaire promulguée par Halley (à partir des travaux de Newton) ne s'est pas imposée en Europe par la seule force de son évidence. Le patient travail de l'astronome français Delisle montre, pour reprendre la phrase de Spinoza, qu'il « n'y a pas de puissance intrinsèque de l'idée vraie »: la collecte des observations et l'affinement théorique vont de pair avec une construction argumentative tout à la fois prudente et perspicace. Schaffer montre avec précision comment la philosophie naturelle s'est transformée en pratique scientifique au XVIII^e siècle par la condamnation de sa dimension spectaculaire. C'est le positionnement éthique kantien qui viendra valider cette séparation entre le savant et le merveilleux, organisant ainsi un partage fondateur dans les sciences modernes.

L'histoire des sciences que pratique Simon Schaffer est attentive aux corps des savants, à cette implication du somatique dans la production des résultats. Les tentatives de réalisation d'un planétarium électrique au XIX^e siècle témoignent de l'ambiguïté d'une expérience qui n'est pas reproductible par tout le monde et qui fait du tour de main la valeur cardinale de sa réussite. Qu'il s'agisse de certaines extensions de la théorie du phlogistique ou de la discipline imposée aux astronomes dans les observatoires du XIX^e siècle, l'auteur montre que ce sont des soubassements politiques puissants (l'idée d'une vertu intrinsèque de l'air) qui animent la structuration du champ scientifique. En terminant son beau livre sur la détestable nostalgie qui tenterait de recomposer des périodes historiques où les débats auraient été véritablement ouverts entre les scientifiques et le grand public, Simon Schaffer rappelle très justement que la géométrie de ces discussions sur la fabrique des sciences dépend de coordonnées politiques que nous avons à choisir. ■

JÉRÔME LAMY,
HISTORIEN DES SCIENCES



LES RELEVÉS DU ROBOT PHILAE PERMETTRONT DE RENFORCER LA THÉORIE SELON LAQUELLE LA VIE AURAIT ÉTÉ AMENÉE SUR NOTRE PLANÈTE PAR DES ASTRES. ILLUSTRATION C. CARREAU/ESA/AP

NOTRE CHOIX TÉLÉ

IMPITOYABLE

France 3, 20h45.
Film de et avec Clint Eastwood.
Gene Hackman, Morgan
Freeman.

Bill Munny a rangé ses colts. Mais le vieux tueur à gages doit se remettre au boulot pour venger une prostituée assassinée. Un film en forme d'hommage au western et en particulier à Sergio Leone et Don Siegel. Du grand Clint.

LES CARNETS DE ROUTE DE FRANÇOIS BUSNEL

France 5, 20h35.
Magazine littéraire.

François Busnel invite à la rencontre des grands auteurs irlandais Edna O'Brien, Joseph O'Connor, Colum McCann.

SHERLOCK

France 4, 20h45.
Série de Steven Moffat
et Mark Gatiss, avec Benedict
Cumberbatch, Martin Freeman
Saison 3 (3/3).

Après un deuxième épisode plutôt humoristique où Sherlock assistait au mariage de son ami Watson (rediffusé après cet épisode), retour à une intrigue à rebondissements où le duo affronte un magnat des médias et maître chanteur. Toujours épatant. Dommage que cette saison se termine déjà.

TÉLÉVISION

Et Pen Duick IV devint Manureva

Les destins d'Éric Tabarly et d'Alan Colas forment une histoire croisée de deux marins exceptionnels aux tempéraments radicalement opposés.

DUELS: COLAS-TABARLY, VENTS CONTRAIRES.
France 5, 21h35.

O n est Proglia-Mestrallet, Arnault-Pinault, les frères Dassler ou Delon-Belmondo, on aura bientôt Matisse-Picasso. Pour ce nouvel opus de cette collection « Duels » de belle facture, nous voici prenant la mer avec deux marins d'exception, le maître Tabarly et l'élève Colas, dont la rivalité dans les années 1970 est restée dans les mémoires de la voile. Et au-delà. Le grand large leur doit beaucoup. Entre eux, la tempête n'était jamais loin. Les grains étaient fréquents tant ils avaient deux conceptions d'un même sport. Le premier avait fait entrer la voile dans l'histoire presque malgré lui. Le second la fit entrer dans l'ère médiatique. Leurs morts les firent tous les deux entrer dans la légende.

Petit retour en arrière. En 1964, un marin hirsute sorti des brumes accoste à Newport. Les caméras sont là. Le Breton Éric Tabarly vient de remporter la Transat anglaise. Un événement. De Gaulle, qui avait déjà compris le pouvoir de l'image, est là pour accueillir cette fierté nationale en même temps qu'un militaire français s'imposant en Angleterre. Plus qu'un symbole

dans ce pays de marins. De Gaulle le fera chevalier de la Légion d'honneur. Tabarly n'est guère expansif, il ne le sera jamais. Il suscite l'admiration des autres marins qui louent son savoir-faire technique, sa connaissance de la mer sur laquelle il navigue depuis déjà longtemps. Devant son écran, un jeune Nivernais du nom d'Alan Colas est admiratif. Lui aussi rêve d'océans, de grands espaces. Entre Tabarly et son Pen Duick, ses Pen Duick, c'est plus qu'une histoire. Un jour que Tabarly fait équipe avec Olivier de Kersauson, tout jeune à l'époque, Alan Colas parvient à s'inviter à bord de Pen Duick IV. Le maître va lui donner la leçon, Colas va la retenir pour le dépasser. La rivalité des deux hommes ne fait que commencer, elle n'est pas que sportive. Une même passion ne fait pas toujours des amis. Ils ne se sont jamais compris.

Mais Tabarly a dû vendre Pen Duick IV à Colas qui le baptisera Manureva et se lancera dans un tour du monde en solitaire... Le documentaire de Grégory Magne, nourri d'images piochées à l'INA, illustre parfaitement la volonté des créateurs de la série « Duels » de mettre en parallèle cette rivalité qui fit des vagues mais qui alimenta les gazettes. ●

CLAUDE BAUDRY

CARNET

André Mahmut est décédé le 6 avril dernier, à l'âge de 85 ans. Fils d'un réfugié albanais et d'une femme d'origine basque, il est né à Paris à la veille de la crise de 1929. Menacé de rachitisme, il est confié à la Croix-Rouge, qui l'envoie en province. Il revient dans la capitale pour passer son CAP d'ajusteur. En 1945, il adhère à l'UIRF, puis au PCF en 1947. Licencié de chez Simca pour motif politique (1949), il prend des responsabilités à l'UIRF puis au PCF. En 1952, il est élu au bureau fédéral puis au secrétariat de Seine-et-Oise. André se marie en 1955 avec Annie. Il est permanent au Comité central auprès de la section de politique extérieure puis chargé de la diffusion de la presse quand, en 1979, Roland Leroy, directeur du journal, le recrute. Pendant plus de dix ans, il s'occupe de la diffusion de l'Humanité. À sa retraite, il s'établit avec sa femme dans le Lot-et-Garonne, n'oubliant jamais de verser à la souscription du journal. L'Humanité présente ses sincères condoléances à sa femme, Annie, à sa famille et à ses proches.

Abonnements

ABONNEMENT COUPLÉ l'Humanité quotidienne, avec le magazine l'Humanité Dimanche, chaque jeudi.

Par prélèvement mensuel :

● abonnement postal 39 € ● abonnement au portage 42 €
Tarif spécial : chômeur, étudiant et moins de 26 ans (justifiant obligatoire)
● postal 27,50 €

Par chèque :

● un an postal 465 € ● 6 mois postal 235 € ● un an au portage 499 €

ABONNEMENT à l'Humanité quotidienne.

Par prélèvement mensuel :

● abonnement postal 30 € ● abonnement au portage 35 €
Tarif spécial : chômeur, étudiant et moins de 26 ans (justifiant obligatoire)
● postal 21,50 €

Par chèque :

● un an postal 360 € ● 6 mois postal 185 € ● un an au portage 420 €

ABONNEMENT WEEK-END l'Humanité quotidienne du vendredi/samedi/ dimanche avec le magazine l'Humanité Dimanche, chaque jeudi.

Par prélèvement mensuel un an postal :

● abonnement postal 17,50 €

Par chèque :

● un an postal 205 € ● 6 mois postal 115 €

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Téléphone _____ Adresse e-mail _____

Joindre obligatoirement un RIB ou le règlement à ce bon et retourner le tout à l'Humanité, « service aux abonnés », B.P. 580, 60732 Sainte-Geneviève.

Mots croisés

HORIZONTALEMENT

1. Aspirant anglais. 2. Navires militaires employés comme escorteurs. Ceinture japonaise portée sur le kimono. 3. Molécule qui a perdu sa neutralité électrique. Possessif. 4. Ville de Phénicie. Grand lac canadien. 5. Petit cercle de la sphère terrestre. 6. Les tenir, c'est en avoir la direction. Symbole métallique. 7. Béguetôt. 8. Note en marge. Élément atomique. 9. Navires à voiles. 10. Arrivée à terme. Berna.

VERTICALEMENT

I. Cadre des sous-officiers de carrière. II. Corozo. Grade universitaire. III. Le sont quelquefois de la farce. Rhodium. IV. Sous-sol raccourci. Raid boursier. Bâton pastoral. V. Méprisés. Mère de Coin. VI. Unité photographique. Fric. VII. Abri blindé. VIII. Poisson de mer des régions froides. Alouette des bois. IX. Estuaire breton. Tortue carnivore des mers chaudes. X. Négation. Changements des vents.

SOLUTION : 1. Pénitencier. 2. Escorteurs. 3. Kimono. 4. Possessif. 5. Ville de Phénicie. Grand lac canadien. 6. Petit cercle de la sphère terrestre. 7. Béguetôt. 8. Note en marge. Élément atomique. 9. Navires à voiles. 10. Arrivée à terme. Berna.

PIF



D'après C. ARNAL.

Enquête

Marseille (Bouches-du-Rhône), correspondant régional.

Partir d'en haut puis descendre. Prendre l'ascenseur jusqu'à l'étage le plus élevé et décliner le bâtiment, étage par étage. La tactique des militants du porte-à-porte est éprouvée (quand l'ascenseur n'est pas en panne...). Partir d'en haut puis descendre. Partir de l'idéal puis dévaler vers le réel. L'expérience pratique est éprouvante. Nous sommes le 26 mars, 14 h 30, dans la cité des Flamants, quartiers nord de Marseille. Une vingtaine de militants du Front de gauche partent tenter de convaincre les abstentionnistes de se déplacer pour faire barrage au FN, arrivé en tête au premier tour de l'élection municipale dans ce 7^e secteur de la ville. Les arguments sont rodés : « Nous maintenons nos critiques contre la politique de Hollande mais nous ne pouvons pas laisser passer le FN » ; « Quand on ne peut plus marquer de but, au moins, il ne faut pas en prendre. »

Une porte s'ouvre timidement. Le locataire écoute poliment et dit : « Battre le FN ? Pas de problème. Avec Gaudin, c'est ça ? » Étage du dessous, une mère de famille ne laisse pas le temps aux militants de dérouler leur argumentaire : « Vous croyez que ça va changer quelque chose ? Je suis dans un T3 avec cinq personnes. Je suis malade mais je dois dormir par terre. Les enfants n'ont pas de bureau pour travailler. Cela fait huit ans que je demande un autre appartement. La politique, elle peut quoi pour moi ? »

Le clientélisme a transformé, petit à petit, le citoyen en consommateur

Entre deux immeubles, rencontres à l'air libre. Le premier jeune rencontre : « Moi, je me fous de la politique. » Le deuxième : « Voter ? Vous rigolez, non ? »

Un quinquagénaire, natif de Bejaia, en Algérie, « curte de résident en poche », dont le père est arrivé à Marseille « en 1933 » : « Je vais parler aux parents à la sortie de l'école. Ils me disent : "On n'en a rien à foutre". » Il se tourne et pointe du doigt deux résidences, deux copropriétés, situées de l'autre côté de la route : « Eux, ils vont voter et ils vont voter FN. » Il pivote de nouveau et attire l'attention sur un volet de fer qui ne se remonte plus : un local qui abritait des associations mais qui a fermé. « Il faut quoi le maire ? Il ne le voit pas, ça ? » Une militante : « N'attendez pas que l'élu vienne vous voir. Organisez-vous et faites pression. » Un ange passe, puis une mère de famille : « Ah, vous êtes là aujourd'hui. On ne vous a pas beaucoup vu hier et avant-hier... »

Une jeune femme, au teint de l'autre rive de la Méditerranée, apprêtée avec soin - cheveux lissés, maquillage, petit short et joli chemisier -, se glisse dans sa voiture. Portière ouverte, les militants engagent la conversation. Elle écoute puis débite posément : « Moi, je travaille et on ne m'aide pas. Ceux qui ont le RSA, ils ont ensuite toutes les aides, ils peuvent aller aux Restos du cœur. Avec la CMU, ils peuvent avoir tous les implants dentaires (sic). Ma mère, on vient encore de lui baisser sa retraite. »

En fond de la conversation, se détache un bref dialogue :
« L'ascenseur est en panne.
- Ah quel étage, tu habites, déjà ?
- Huitième.

Oh, putain ! »

Quelques jours plus tard, les résultats du bureau 1450, situé au cœur de cette cité, tombent : la participation a augmenté de 10 %, soit 135 électeurs supplémentaires. La liste du maire socialiste sortant recueille 55 % des suffrages. Celle de l'UMP, en forte progression entre les deux tours, passe de 17 % à 35 %, tandis que le FN recule de 9,39 % à 9 %. « On a fait le travail, on a réussi à mobiliser plus d'une centaine d'électeurs en plus, mais cela n'a pas suffi à contrebalancer le résultat à l'échelle du secteur », commente, avec amertume, l'un des militants du Front de gauche... Dans le 7^e secteur, où François Hollande avait décroché 56,23 % des voix lors de l'élection présidentielle, un maire d'extrême droite est élu (35,34 %). Et ce danger n'a visiblement pas mobilisé l'électorat populaire de l'immigration postcoloniale. Comment l'expliquer ? Le comprendre ? L'analyser ?

DOUBLE LANGAGE

Alors qu'il défendait le mariage pour tous lors de la campagne électorale, Patrick Mennucci, explique aujourd'hui devoir en partie sa lourde défaite à cette prise de position. « Ces mesures de société nous ont coûté des voix sur le terrain », explique-t-il.

17,93 %

C'est le pourcentage d'inscrits qui ont voté au second tour des municipales pour le maire socialiste sortant du 7^e secteur de Marseille, contre 41,32 % pour François Hollande en 2012.



MARSEILLE

« La politique ? Ça va changer quoi, elle peut quoi pour moi ? »

Dans les quartiers nord de la cité phocéenne, l'insécurité sociale et la dépolitisation alimentent d'inquiétants replis idéologiques, sur le genre ou contre le mariage pour tous. Les répercussions sur le vote ont alimenté l'abstention, le rejet de la gauche et l'effondrement du PS.

« Notre référentiel a totalement éclaté », estime Karima Ber-riche, directrice du centre social Agora. Pour cette héritière de l'immigration dont le premier aïeul est arrivé en France en 1927, ce référentiel était le fruit combiné du « mouvement ouvrier et du mouvement de décolonisation ». « La dévitalisation

économique et la dépolitisation » ont agi comme des pains d'explosif dynamitant ces deux piliers. « On a sciemment dépolitisé ces populations, accuse-t-elle. C'est Mitterrand qui a commencé en passant du discours égalitaire de la Marche de 1983 au discours moral. » Le clientélisme a accompagné le

QUATRIÈME MANDAT

« Je ne m'installe pas dans ce fauteuil pour faire un quatrième mandat mais un nouveau mandat. »

Jean-Claude Gaudin, maire de Marseille.

Enquête



À MARSEILLE, DANS LE QUARTIER DE PICON-BUSSERINE, LES TRAVAUX DE RÉHABILITATION, INTERMINABLES, ONT RAVAGÉ LE QUOTIDIEN DES HABITANTS. QUI, COMME KASSER (PHOTO DE GAUCHE), ONT LE SENTIMENT D'ÊTRE OUBLIÉS PAR LES POLITIQUES. PHOTO YOHANNE LAMOULÈRE / TRANSIT / PICTURETA

JÉRÔME FOURQUET, IFOP.

« LA GRÈVE DES URNES A ÉTÉ ABSOLUMENT MASSIVE DANS LES RANGS SOCIALISTES MARSEILLAIS. »

GRÈVE DES URNES À GAUCHE

Selon l'étude réalisée par l'Ifop, il apparaît que l'abstention lors du 1^{er} tour des élections municipales, le 23 mars 2014, a concerné 60 % des électeurs qui avaient voté François Hollande à la présidentielle et 63 % de ceux de Jean-Luc Mélenchon.



travail, transformant, petit à petit, le citoyen en consommateur. Mis en place par Gaston Defferre après le choix de la décolonisation-désindustrialisation des années 1960, ce système a été un puissant instrument de régulation dans les années 1970 et 1980. Mais entre la raréfaction des ressources (emplois publics, logements de qualité), les effets des politiques austéritaires sur le montant général des subventions et les affaires (la députée PS de ces quartiers a été condamnée en première instance à trois ans de prison dont deux avec sursis pour détournement de fonds publics lié à de fausses associations à visées clientélistes), le système n'a plus les moyens de fidéliser sa clientèle. C'est désormais « un clientélisme qui ne va pas au bout », selon la formule d'une électricienne, qui préfère apparaître comme Sophia.

La question du mariage pour tous a travaillé les urnes et servit la droite

La pratique marque pourtant encore les esprits, comme en a été témoin, à plusieurs reprises, Mohamed Bensaada, manipulateur radio, militant des quartiers populaires, en troisième position sur la liste du Front de gauche : « Vous nous demandez de voter pour vous. Mais qu'est-ce que vous nous donnez ? Voilà ce que j'ai souvent entendu. Est-ce qu'ils y croient ? Est-ce une provocation ? En tout cas, ils ont intégré les codes de l'échange du vote contre une faveur. » Sans faveur, plus de vote ? Le résultat du 30 mars, ce petit 21 avril marseillais, marque, selon Samy Jhsua, universitaire et tête de liste du Front de gauche, « l'effondrement du clientélisme ». Il poursuit : « Sur fond d'affaiblissement de la politique, tous les éléments destructeurs reviennent. » Ce que Mohamed Bensaada ramasse en quelques mots : « La

socialisation des esprits ». Il s'explique : « Vous discutez avec des jeunes qui ont une grille de lecture quasi marxiste et qui terminent par les Illuminati, le complotisme... » Samy Jhsua reprend : « Au milieu de la campagne, on a pris une vague de protestation contre le "genre", y compris chez des gens qui venaient aux assemblées du Front de gauche. » Ils expriment ce ressenti : « Quand j'ai tout perdu, je ne vais pas perdre ce qui me reste : mon identité, même fantasmée », analyse-t-il. « On n'a pas du tout vu venir la question du mariage pour tous », ajoute Karima Berriche.

Instituteur à l'école élémentaire de la Busserine, cité voisine des quartiers Nord, et responsable du Snuipp, Sébastien Fournier dispose d'un point d'observation privilégié. Son expérience le conduit à relativiser. « La première journée de retrait de l'école (IRE) a été un échec. J'ai eu quelques discussions avec des parents qui venaient s'informer. Certains m'ont dit que cette question créait des schismes dans les familles. Certains parents, minoritaires, ne voulaient pas que leurs enfants deviennent homosexuels car c'était contraire à l'islam. Mais si l'islam organisé avait mis tout son poids, les IRE auraient marché. Il faut, malgré tout, être vigilant, parce que le débat traverse manifestement les cités. » Il a travaillé, tout aussi manifestement, les urnes et servit la droite. D'un tour à l'autre, le candidat UMP a doublé, de façon tout à fait inattendue, son score dans les bureaux des cités, attirant manifestement à lui à l'évidence une frange importante des électeurs de Pape Diouf et de la candidate communautaire (pilotée par Guérini, se dit-il), Myriam Manni.

« Les jeunes renvoient tout le monde dos à dos : les politiques, les journalistes. »

KARIMA BERRICHE, DIRECTRICE DU CENTRE SOCIAL AGORA.

« Certains ont voté UMP car il était arrivé en deuxième position et cela leur apparaissait comme un vote utile », relate un travailleur social. Une autre partie, constituée « des fracassés du clientélisme », a voulu punir le PS local. Enfin, une dernière frange – dans quelles proportions ? Mystère – n'a pas digéré le mariage pour tous, à l'instar de cet étudiant diplômé mais chômeur – le seul de sa promo ! – qui a refusé mordicus d'aller faire barrage au FN malgré la pression jusqu'à la dernière minute de l'une de ses amis.

Cela ne peut faire oublier que la réalité la plus massive demeure l'abstention. Sophia fait figure d'exception : elle vote à tous les scrutins. En racontant l'itinéraire de la fratrie, elle livre un indice intéressant sur le civisme très largement partagé dans sa famille : « Mon père est venu du Maroc en 1965. Il travaillait comme maçon et votait aux élections prud'homales. Quand il a obtenu la naturalisation, il a voté pour les élections politiques. Et on a tous fait pareil. Sauf mon dernier de vingt-quatre ans qui trouve que ça ne se sert à rien... » Comme le symbole d'une rupture dans l'histoire politique, d'une génération à l'autre.

« Plus que les quadras, les jeunes renvoient tout le monde dos à dos : les politiques, les journalistes », constate Karima Berriche. « Même le Front de gauche a été inaudible. Quand on disait "gauche", les gens nous renvoyaient dans le même sac que Hollande. Ou alors, on nous disait : "Vous faites que gueuler, vous..." », rapporte Mohamed Bensaada, qui ajoute : « D'une certaine façon, en ne votant pas, les gens aussi ont gueulé. »

CHRISTOPHE DEROUBAIX

« L'avenir,
ça ne résout pas
les problèmes
du présent. »

Didier Daeninckx,
in Voiles de mort.

PINOCCHIO

« Tout cela se terminera comme
à chaque fois par un non-lieu
ou une relaxe dans quelques
mois, mais la calomnie aura
remplie (sic) son rôle... »

MARINE LE PEN oublie qu'elle a été
condamnée à 10 000 euros d'amende
dans l'affaire des faux tracts de Jean-Luc
Mélenchon.

CACTUS 40

« YEOLIA, FAIS DODO », DIT FRÉROT

« Il est important que les gens se lèvent
le matin en étant heureux d'aller tra-
vailler, de s'épanouir, de grandir (...)
de faire partie d'un collectif. » Ce n'est
pas un gourou new age qui parle au
Figaro.fr, mais Antoine Frérot, PDG de
Veolia, qui explique la restructuration,
avec 1 600 suppressions de postes dans
sa filiale eau. Un tournant ? Les salariés
auront du mal à y croire. En décembre,
les syndicats parlaient de dialogue social
« tronqué » / ses « seuls interlocuteurs » ?
« Les actionnaires du conseil d'admini-
stration », dénonçaient-ils.

MEDIATOC

RADIO CAMPUS À CONTRE-PIED

La radio associative Radio Campus Lille
prend les médias français à revers sur
le traitement de la crise politique au
Venezuela, et ça fait du bien. Imagine,
auditeur, « des fils à papa bien sapés,
avec tout l'attirail du dernier cri, se frot-
tant aux CRS », de Neuilly à Saint-Trop',
en passant par Deauville et Saint-Cloud.
Un mouvement « organisé par les durs
de cette jeunesse dorée », qui ont « dé-
stabilisé l'économie du pays avec des
pénuries savamment planifiées dans le
but d'entraîner les masses ». Ça se passe
à Caracas, dans un pays « qui ne res-
semble en rien au Venezuela du Monde
et de Libération » et leur envoyé spécial
le racontait hier. À réécouter sur www.campuslille.com.

BILD ET LES CHARRES DE BERLIN

Axel Springer, propriétaire du quotidien
allemand Bild, vient de lancer une pé-
tition pour déboulonner les chars russes
du mémorial de Berlin, érigé en l'hon-
neur des 80 000 soldats soviétiques
morts pour libérer la ville en 1945. Le
texte évoque ces « chars russes qui me-
nacent l'Europe libre et démocratique »
aux portes de l'Ukraine. La ficelle est
un peu grosse, et l'occasion trop belle
de se débarrasser de ce symbole.



Ça pique ! par Jul

ESMERALDA: UNE BOHÉMIENNE CHASSÉE DU CENTRE DE PARIS

IL EST VENU LE TEMPS
DE MANUEEEEL VAAAALS



ILS N'ONT PAS HONTE !

Les coquins prennent l'oseille et se tirent

A fin d'alerter les autorités, un quinquagénaire manifestait mardi devant l'hôpital d'Arras (Pas-de-Calais), déroulant une pancarte qui proposait « un rein » pour 70 000 euros, soit le solde d'un crédit qui l'étrangle. Patrick Vergeot n'est pas de ces miséreux qui vendent leur corps en pièces détachées à l'autre bout du monde. Pourtant c'est une victime. Comme 25 autres per-

sonnes qui avaient acheté sur plan, en 2008, une maison ou un appartement labellisés « développement durable » dans le futur « écoquartier » - c'est à la mode - du centre-ville de Saint-Laurent-Blangy, près d'Arras. La Pointe de Blangy 2 se révèle être une escroquerie immobilière, clame le porte-parole des propriétaires floués. Les logements, qui auraient dû être livrés en 2009, ne sont toujours pas achevés : « des carcasses vides », dont certaines sont squattées, voire « brûlées ». L'entreprise chargée des travaux a été placée en liquidation judiciaire en 2012 et « l'argent des clients s'est envolé », comme le rappelle la Voix du Nord, mais les responsabilités sont ailleurs, disent les victimes.

Les propriétaires fantômes estiment avoir été « dupés dès la signature de l'acte de vente », selon le quotidien régional. Et accusent clairement le notaire chargé de l'opération, qui les aurait menacés pour que le promoteur soit payé coûte que coûte. « On se pose la question de savoir où est cet argent », s'interrogeait récemment, sur France 3, Patrick

Weppe, l'avocat des plaignants, avançant la somme de 1,5 million d'euros dont on aurait retrouvé la trace sur des comptes bancaires à l'étranger. Il y a quelques semaines, les victimes, lourdement endettées pour la plupart, avaient rencontré Jean-Christophe Hemery, président de la chambre des notaires du Pas-de-Calais : « La responsabilité du notaire est engagée, mais pas reconnue, avait-il dit. Pour l'instant, aucun tribunal n'a tranché, comment voulez-vous que les assurances indemnisent ? On est coincé tant qu'il n'y a pas de décision judiciaire. » Une information judiciaire, ouverte au tribunal de grande instance d'Arras en décembre 2013, tranchera. ■

GRÉGORY MARIN

BLING BLING

Un écrin sans pareil pour les dernières créations de l'ouvrier licencié de la Seita, cette « boîte à cigarettes » d'un « chic extrême », collection « Argent de poche », signée Pauline Deltour, 1390 euros.

Le billet de Maurice Ulrich

La croix



En cette période de Pâques, on ne se risquera pas à comparer le parcours de François Hollande à un chemin de croix, d'autant qu'il en est pleinement responsable, mais tout de même. Le dimanche

des rameaux c'est tout, sauf la bonne nouvelle. 18 % dans les sondages contre 58 % pour son premier ministre. Un peu comme si Judas, avant même que l'on sache s'il le trahissait ou non, était plébiscité à Jérusalem. Mercredi, funestes présages. En cas d'élection présidentielle actuellement, il ne serait même pas au second tour et sa résurrection semble devenue plus que problématique. Le même jour, l'Union européenne se dérobe et même quelques socialistes le flagellent. Quoi qu'en aient dit ceux de ses ministres qui s'étaient pour cela agenouillés devant leurs homologues allemands, il n'y aura pas de grâce pour les 3 % de déficit et Bruxelles se lave les mains qui le livre à son sort. Mais le pire était à venir à quelques heures du vendredi saint quand Sophie Marceau, l'une des élues au ciel des Français, dans une interview à un magazine, l'a traité de goujat. L'autre au moins, en montant au calvaire, avait vu Véronique essayer sa sainte face.

L'HUMANITÉ

Fondateur : Jean Jaurès.
Directeur : Patrick Le Hyaric.
Société anonyme à directeur et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal L'Humanité (SA 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1957).
Capital social : 2 500 000 euros.
Siège social : 5, rue Feytaud, Immeuble Collège, 93528 Saint-Denis CEDEX.
Téléphone : 01 49 22 72 72.
Service diffusion (fax) : 01 49 22 73 37.
Service aux abonnés : 01 55 84 40 30 - reabonnement@lhumanite.fr.
Vente commerciale : 01 49 22 73 31.
Vente militaire : 01 49 22 73 47.
Publicité : Comédiance, Téléphone : 01 49 22 74 43 (commerciale) 01 49 22 74 53 (annonces classées) 01 49 22 74 89 (annonces légales).
Directoire : Patrick Le Hyaric, président du directoire et directeur de la publication ; Patrick Apel-Muller, directeur de la rédaction ; Séverine Hagnon, secrétaire général et co-directeur de la publication ; André Cicodicola, directeur de la rédaction pôle magazine.
Conseil de surveillance : Jean-Louis Frassin, président.
Impression : POP (La Courneuve), Map (Vitrolles), Nancy-Press, OLA (Nantes).
Numéro ISSN : 0242-6870.
Dépôt légal : date de parution.
Commission paritaire : 0418 C 79615.
Tirage du mardi 15 avril 2014 : 62 227 exemplaires.

